

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 14, DIM 15, LUN 16 OCTOBRE 1978 - N° 769

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

PARIS

L'école dans la rue !



Le 5 octobre dernier, plusieurs milliers de lycéens manifestaient dans Paris

Mésanger : pour la première fois, des fermiers expulsés sont réinstallés

Jun 75 : 600 gardes mobiles expulsent les Pellerin de la ferme sur laquelle ils travaillaient, la Pinsonnière à Mésanger.
Oct 78 : après quatre années de luttes, la famille Pellerin se réinstalle à la Pinsonnière. Pour la première fois depuis le statut du fermage (1945), des fermiers obtiennent gain de cause face à une reprise abusive.

ITALIE : UN AUTOMNE CHAUD ?

Lire en page 9

- Enseignants et lycéens manifestent à Paris
- Les grèves des lycées continuent
- Les parents d'élèves dans la lutte

Lire en page 6

MARÉE NOIRE AU LARGE DU PAYS DE GALLES

Un pétrolier grec a crevé ses soutes sur les récifs au large du pays de Galles. La marée noire s'étend sur une surface de plusieurs km². Une partie de l'équipage a été évacuée.

11 intoxiqués par PCUK à Pierre-Bénite

Lire nos informations en page 12

Nice: incendie dans un foyer Sonacotra

Vendredi matin vers 4 heures dans la banlieue ouest de Nice, le feu se déclarait dans une chambre du foyer en préfabriqué. Le foyer a été immédiatement évacué par les résidents, le feu éteint avant qu'il ne se propage aux immeubles voisins. Pour l'instant, la cause de cet incendie n'est pas connue...

Une importante déclaration du gouvernement sahraoui

Lire en page 12

● Neuves-Maisons : grève sur le tas

Jeudi, la direction annonce un prolongement du délai pour la décision à propos de l'aciérie. Le «transport» part aussitôt, un meeting rassemble 2 500 ouvriers, qui demandent des comptes à la direction : «3 mois, ça suffit». Jeudi soir, un mot d'ordre de grève de 24 heures était lancé.

● PTT : reprise contestée à Brune

Reprise contestée jeudi soir. La journée d'action du 25 a pesé de tout son poids dans l'isolement des centres en grève.

● Nantes : 7 000 personnes contre Boulin

7 000 personnes sont venues accueillir Boulin ; il présentait le deuxième «pacte national pour l'emploi des jeunes».

Lire nos informations en page 7



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité Central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

«LA CRISE ET LE CHÔMAGE DIVISENT (AUSSI) CEUX D'EN BAS»

● Dans la Tribune datée du jeudi 12, un camarade d'Aulnay/Bois essayait d'expliquer les difficultés rencontrées pour unir les luttes dans les 2 dernières années. Il rapportait ces difficultés au rôle particulièrement négatif joué par les partis de gauche et les directions confédérales dans la perspective des échéances électorales. Il signalait à juste titre le fait que, d'une façon assez systématique, ces partis et directions ont divisé les luttes, entretenu les clivages, encouragé l'éparpillement au moyen de techniques désormais éprouvées. (Journées de lutte bidon, mouvements catégoriels...etc). Je ne le contredirai pas sur ce point, mais j'avoue cependant que son explication ne me satisfait pas encore complètement dans la mesure où elle appelle immédiatement une question : maintenant que les partis de gauche, battus aux élections, étalent leurs divisions et leurs querelles, le verrou ne va-t-il pas sauter, sinon complètement, du moins suffisamment pour qu'une vague de luttes autonomes commence à se développer dans tout le

pays ? Or, même s'il ne faut pas sous-estimer les mouvements en cours qui témoignent de la colère populaire, on ne peut pas dire qu'on en soit tout à fait là : on assiste plutôt à des assauts nombreux mais encore mal reliés entre eux, et surtout très inégaux du point de vue des secteurs et des régions. Si l'on admet que la crédibilité de la gauche et sa capacité à bloquer les luttes en ont pris en sérieux coup en mars — ce que je crois — il faut donc prendre en compte l'existence d'autres difficultés qui gênent l'action, difficultés bien réelles sur lesquelles s'appuient depuis longtemps les confédérations pour leur tactique de sabotage, mais que le seul discrédit des partis de l'ex programme commun ne suffit pas à lever d'un coup. Le problème ici posé est de préciser la liaison qui a pu exister entre les deux éléments de blocage, et dont on parle depuis un certain temps, à savoir : le poids de la crise et le poids des partis de gauche.

Noter la convergence de ces deux éléments, c'est déjà

mieux que d'en oublier un, mais ça ne suffit pas non plus : ce qu'il faut voir, c'est comment les partis de gauche s'appuient sur des divisions objectives de la classe ouvrière, liées à la crise, pour justifier et faire passer leur propre politique de division.

Sur le problème dans son ensemble, je ne peux pas avoir d'explications globales et complètes : je pense cependant que l'échange des expériences, leur étude et leur centralisation, doivent permettre au congrès, dont c'est sans doute avec des tâches les plus importantes, de parvenir à une explication de la situation qui tienne compte de tous les facteurs et leurs rapports.

Je voudrais seulement apporter quelques éléments de réflexion sur le problème du chômage qui dans le cadre de la crise qui se développe depuis 1973-1974 m'apparaît comme une des causes de blocage les plus importantes du point de vue des luttes, ou plus exactement du point de vue de la réalisation de leur unité.

L'existence, depuis longtemps, de 1,5 millions de chômeurs n'est pas une donnée anodine dans la crise actuelle. A mon idée, le phénomène du chômage massif est en train de conduire à un véritable découpage de la classe ouvrière et du peuple. Certains, d'une façon peut-être un peu exagérée, en viennent à parler de «deux classes ouvrières».

D'un côté, il y a la masse de ceux qui sont privés d'emploi ou qui sont contraints sans cesse à l'instabilité en raison de l'extension considérable du système de l'intérim ou des contrats courts. Ceux-là se trouvent d'abord dans les petites et moyennes boîtes du privé, mais pas seulement, car de plus en plus, ça touche des grandes entreprises et le secteur public (voir les postes par exemple). On sait que cette situation — tantôt chômeur, tantôt intérimaire ou à l'essai — concerne des millions d'individus, qui se trouvent parfois dans le dénuement le plus complet, en particulier des jeunes, des femmes, des immigrés ; mais on ne sait pas assez que, d'après les chiffres, de plus en plus nombreux, sont les travailleurs victimes de licenciements économiques, jetés à la rue après 15 ou 20 ans d'usine, qui se retrouvent déqualifiés et obligés eux aussi

de faire un peu n'importe quoi.

La situation de ces travailleurs est d'autant plus dramatique, que leurs possibilités immédiates de lutte sont extrêmement réduites. Il faudrait différencier sans doute, mais dans l'ensemble on peut dire :

— Dans le cas des chômeurs, que leur extrême dispersion, la variété des situations individuelles, l'ampleur même du problème, rendent d'emblée très difficile le regroupement pour l'action.

— Dans le cas des travailleurs sous contrat, ou en intérim, que la pression du chantage à l'emploi, le caractère toujours provisoire du boulot qu'ils occupent, se combinent pour rendre délicate la perspective d'une résistance collective, la construction d'un syndicat quand une section se construit, une charrette de licenciements légaux... et tout est à refaire !

Ainsi, toute une partie de la classe ouvrière est privée des droits les plus élémentaires et ses possibilités d'action s'en trouvent fortement réduites. Cette situation est elle-même un véritable facteur de division : pour ne prendre que cet exemple, combien d'éléments assez combattifs sont amenés à porter sur les autres travailleurs, apparemment passifs, des jugements

pessimistes ou défaitistes ! ou bien, quand il y a une forte proportion d'immigrés, particulièrement menacés par les risques d'expulsion et contraints d'accepter les pires travaux, n'y a-t-il pas là la base du développement d'idées racistes ?

Dans le cas concret de ce type d'entreprises, à fort taux de rotation du personnel et très souvent menacées par la restructuration, il est ainsi assez problématique d'engager des luttes. C'est encore pire quand la question de licenciements se trouve posée, soit parce que les trois quarts des ouvriers ont déjà été écrimés par la bande, soit parce que le degré d'unité et d'organisation est trop faible, soit enfin tout simplement parce que nombre de ceux qui se trouvent là un peu par hasard n'estiment pas nécessaire ni possible de se battre.

D'un autre côté, il y a les travailleurs, disons des entreprises plus grandes, ou qui sont dans des secteurs où le degré d'organisation est plus élevé depuis longtemps. Mais même dans ces cas-là, l'irruption des phénomènes de fermetures ou de licenciements massifs est à l'origine d'une certaine division : il y a ceux qui conservent une cible de lutte assez précise, à savoir un capitaliste donné qu'on peut contraindre à des reculs sur les salaires, les conditions de travail, etc., et il y a de ceux qui, par exemple, lorsque le patron a mis la clef sous la porte, ne savent plus forcément très bien contre qui il faut se battre (l'ancien patron ? Le nouveau ? La justice ? L'État ?) et pour quels objectifs : limiter les dégâts ? Revendiquer pour que la boîte redémarre avec la même production ? etc. Voilà des travailleurs qui se trouvent non plus en face de l'ennemi habituel,

mais en face de la crise en général, de la faillite du système, de toute la classe bourgeoise en quelque sorte : situation nouvelle et d'autant plus difficile que la bourgeoisie particulièrement intransigeante, y met le paquet (flics, justice...). Dans ces conditions, le combat est par la force des choses plus compliqué, avec de forts risques d'isolement et d'étiollement, des problèmes matériels énormes à résoudre : la reprise de la production — qui n'est évidemment pas possible partout — ou les coordinations de luttes pour l'emploi, quoi qu'elles constituent des armes importantes, ne suffisent pas à résoudre le problème de chaque boîte prise à part, ou le problème d'ensemble qui est politique et suppose la construction d'un rapport de force global. Pour toutes ces raisons, on a assisté par le passé à l'effritement de luttes pourtant particulièrement combattives et exemplaires dont la liste depuis Lip ou Imro serait longue à dresser. Pour ces raisons aussi, les travailleurs des différentes branches menacées aujourd'hui (sidérurgie, construction navale, textile) hésitent à s'engager dans la bataille, et quand ils commencent à le faire, le font en ordre assez dispersé : inutile de s'attarder sur le fait que les échecs passés, pèsent assez lourdement, y compris sur ceux qui, comme on le dit, ont le «dos au mur».

Pour en revenir à mon point de départ, c'est précisément sur la base de ces divisions objectives de la classe ouvrière, que peuvent se développer les doutes et le défaitisme, théorisés ou concentrés par les partis de gauche sous des formes extrêmement diverses : de l'acceptation des licenciements sous réserve — toujours hypothétique —

de reclassements, à la proposition de créations régionales d'emploi, en passant par les «coopératives de production», autant de mots d'ordre faux qui s'appuient sur des hésitations liées à des difficultés bien concrètes de la lutte. D'une manière plus générale, c'est en ne posant jamais le problème de l'unité sur le terrain, de toute la classe ouvrière, en insistant non sur la volonté de lutte et de riposte unie des travailleurs, mais sur les obstacles et les divisions, que la gauche est parvenue à casser la dynamique manifestée par exemple le 7 octobre 1976 et à briser toutes les tentatives de convergence ou de rassemblement.

Notre problème est donc bien sûr de dénoncer les perspectives de gauche et sa (ou ses) tactique(s) mais aussi de définir en positif, par un vaste processus de débats, de propagande et d'initiatives concrètes, une véritable tactique de lutte, assez précise, qui permette de commencer à résoudre la question de la division de ceux d'en bas. Une riposte large contre la crise ne pourra se construire, et surtout permettre l'émergence d'une alternative crédible à la gauche, que si on organise la convergence de la réflexion de tous ceux qui sont concernés par le problème : sections syndicales de boîtes menacées ou non par les licenciements, groupes de chômeurs (le plus souvent à reconstruire), travailleurs licenciés, groupes de jeunes et groupes femmes d'entreprises, luttes d'immigrés, usines occupées, secteur public ou secteur privé, sur une base locale ou régionale.

J.M. Limoges

Pour que le **Quotidien du Peuple** reste à 12 pages, je verse F.
Nom
Adresse

Etablir les chèques à l'ordre du **Quotidien du Peuple**
CCP centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470, compte n° 7 713 J

REGLEMENT INTERIEUR AU PS : COMPROMIS LABORIEUX

● C'est après de difficiles tractations que la direction du PS a adopté un projet de règlement intérieur qui doit être soumis à la Convention nationale du 25 novembre. A la suite des tentatives de conciliation de Mauroy et de ses amis, le projet proposé introduit des réformes moins profondes que ce qui était prévu.

Le règlement intérieur régit l'élection des dirigeants du PS : de ce fait, il est l'objet d'une lutte acharnée et sans cesse renouvelée entre les différents courants pour s'assurer la meilleure représentation possible dans les organes de direction.

Le système de désignation qui prévaut actuellement pour le comité directeur est le suivant : lors des congrès, une liste de noms est adjointe aux différents textes. Les membres du comité directeur sont élus sur la base de ces listes, et proportionnellement au nombre de voix obtenues par chaque courant. Sont élus les premiers sur chaque liste ; l'ordre de présentation des candidats est donc important, et jusqu'à présent, les militants n'ont pas de prise sur la déter-

mination de cet ordre. Ce sont des tractations entre les chefs des courants, et sous-courants qui en décident.

Le problème posé lors de cette réunion du secrétariat élargi était de fixer un nouveau système d'élection des représentants de façon à permettre aux militants de base d'avoir plus directement accès à la désignation de leurs dirigeants. En ce sens, un projet était présenté par Fajardie, un proche de Mauroy, visant à créer un double système d'élections : une partie des délégués aurait été élue par les congrès fédéraux, une autre par le Congrès national sur liste permettant d'assurer la représentation des minorités.

Ce projet, soutenu par Mauroy et Mitterrand, a capoté suite à l'opposition de Rocard — ainsi que du CE-

RES, unis pour la circonstance. Rocard a qualifié le système prévu de « combine », et a fait remarquer que, quoiqu'il en soit, un tel système impliquait une modification des statuts, qui ne pouvait être décidée que par un Congrès ; en tout état de cause, il s'opposerait à ce type de désignation qui, selon lui, réduirait la représentation des sous-courants.

Mardi soir, une longue et laborieuse réunion n'ayant toujours pas pu trancher, un accord est intervenu pour désigner une commission composée de deux partisans de Rocard, d'un mitterrandiste et d'un ami de Mauroy. Cette commission proposait un texte, finalement adopté, qui prévoit une réforme des statuts nettement moins ambitieuse que prévu. Le Congrès désignera ses représentants sur la base de listes nationales par courants ; mais ces listes, jusqu'à présent cooptées par leurs chefs historiques, seraient élues à l'intérieur de chaque courant au niveau des sec-

tions et fédérations. Le problème d'une représentation équitable des régions, posé par le premier projet de texte, est signalé au titre d'une position de principe, sans que des mesures réglementaires précises l'entérinent. Enfin, on apprend, mais ce n'est pas une surprise, que le candidat à l'élection présidentielle sera élu par l'ensemble des militants.

Les derniers débats qui viennent de trouver leur conclusion provisoire montrent avec netteté l'aggravation des contradictions au sein même du courant majoritaire, puisqu'on a pu voir des membres de ce courant, comme Rocard, ne pas hésiter à s'opposer à Mitterrand, en concluant une alliance — de fait — avec le CERES, dont il est pourtant fort éloigné politiquement. Il est probable que cette remise en cause des clivages traditionnels va s'accroître dans les mois à venir, notamment à la faveur de l'opération Rocard.

François NOLET

Municipale partielle

L'UNION DE LA GAUCHE EXISTE... A JOINVILLE LE PONT

● Branlebas de combat, jeudi, à Joinville le Pont (Val de Marne). L'élection partielle qui doit avoir lieu dimanche suite à l'invalidation de la liste d'union de la gauche élue en mars 1977, a été l'occasion pour les chefs de file des partis de gauche de se trouver ensemble à la même tribune. Fiterman pour le PCF, Rocard pour le PS, Mousel pour le PSU, Loncle pour le MRG ont tenté de présenter une façade d'unité. Une tâche assez difficile dans l'état actuel des querelles de la gauche.

Tout était fait pour donner le visage le plus unitaire possible à ce meeting. Les militants des partis ne diffusent que le tract électoral de la liste d'union, reconduite sur les mêmes bases qu'en 1977. Pas de tract ni de journaux distinctifs d'un des partis ; les supporters arborent un macaron réclamant le « respect du suffrage universel ». Qu'on se le dise, l'union de la gauche existe encore... à Joinville le Pont. Avec des consé-

quences qui dépassent l'enjeu de cette élection municipale dans cette ville de 18 000 habitants : on imaginerait difficilement Fiterman et Rocard à la même tribune pour une question d'intérêt national. Apparemment, cette fois, l'enjeu en vaut la chandelle.

Tout de même, quelques ombres à cette façade unitaire. Le maire invalidé se place entre Fiterman et Rocard et devise tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre. Cela

leur évitera de s'adresser la parole pendant la réunion. On laisse la parole aux différents orateurs des quatre partis de gauche ; tous insistent sur l'unité de la gauche indispensable pour battre la droite. On se frotte les yeux : se trouverait-on revenu plus d'un an en arrière, pour que tout semble si facile entre les partis de gauche ?

Non, nous ne rêvions pas. Sous couvert de discours unitaire, la polémique reprend. Fiterman parle d'union, lance des fleurs à la municipalité invalidée, sans distinction de tendance. Mais il nous faut, dit-il, une union sur des bases claires ; nous y revolvâ. Tout de même, il ne parle pas de virage à droite : le lieu n'est pas propice. Rocard jure qu'il veut l'union, et qu'il n'est pas question de revenir là-dessus ; mais, n'est-ce pas, la gauche doit « dire la vérité, ne pas promettre n'importe quoi ». Fiterman grimace, Mousel en appelle à l'union à la base : « Les états majors des partis de gauche n'ont pas de leçons à donner aux électeurs de gauche ». Sourire pincé de Rocard, figure de cinq mètres de long de Fiterman, qui semble commencer à regretter qu'on l'ait envoyé dans cette galère. Mousel interpelle Rocard : « Oui ou

non, le PS est-il favorable aux 35 heures avec diminution de salaires ? » Air gêné de celui-ci qui finit par répondre : « Le parti socialiste est, bien entendu favorable à la réduction de la semaine de travail sans diminution de salaire ; mais pour les modalités pratiques, elles doivent être négociées par les syndicalistes dans le respect de leur indépendance ». Et d'ajouter : « Chez nous, il n'y a pas de courtoisie de transmission ». Cette fois, c'est Fiterman qui s'agite sur sa chaise. Pourquoi donc ?

Bon, revenons à Joinville. Le maire invalidé fait une intervention sur un ton très unitaire, en prenant bien soin de se centrer sur les problèmes locaux. Dans ce meeting, tous les orateurs auront souligné l'importance nationale du scrutin ; tous auront été d'accord pour dire que l'élection de Joinville était la preuve qu'il était possible de reconstruire l'union de la gauche.

Apparemment, la gauche unie peut régner, sans problème majeur, sur 18 000 habitants. A l'issue du meeting, Fiterman et Rocard sont sortis chacun par un côté de la tribune, sans s'adresser un mot, ni un regard.

François NOLET

● Les instructions de Giscard à Barre

S'adressant à son « cher premier ministre » par voie épistolaire, Giscard d'Estaing a fixé les objectifs gouvernementaux pour les six mois à venir, c'est-à-dire jusqu'en mars 79. La priorité est toujours donnée au « redressement économique », de façon à « améliorer nettement la compétitivité des entreprises françaises » et à « diminuer très sensiblement le rythme de la hausse des prix intérieurs ». Le chômage vient en second lieu, avec cette formule cynique : « Pendant la période d'ajustement que nous traversons la lutte contre le chômage et le soulagement des difficultés de nos compatriotes sans travail devront être une préoccupation permanente du gouvernement ». Autrement dit la réduction du chômage n'est pas à l'ordre du jour. Le troisième point concerne la répression de la criminalité, terrain sur lequel Giscard doit penser trouver un « consensus » plus large que sur la politique économique. « Le développement de la criminalité doit être enravé dans les plus brefs délais » indique Giscard, laissant ainsi entendre que ce thème n'a pas suffisamment préoccupé le gouvernement.

Le ton de la lettre laisse apparaître une volonté de se démarquer d'un premier ministre qui cumule impopularité et critiques dans la majorité. En demandant que « ces orientations soient mises en œuvre d'une façon méthodique et concertée », Giscard lui signifie qu'elles ne l'ont pas été jusqu'à présent. Mais en fixant un programme sur six mois, il confirme Barre dans sa fonction au moins jusqu'en mars. Pour bloquer les salaires, l'homme n'a pas encore de concurrent sérieux.

● Meeting LCR : pour l'unité des partis de gauche

« L'unité des travailleurs, c'est d'abord l'unité des organisations de gauche » a déclaré Krivine lors du meeting de rentrée de la LCR, qui s'est tenu jeudi soir à Paris. Pour le chef trotskyste la situation actuelle peut se résumer en cinq constats :

- 1) la politique de Barre est une attaque frontale contre les travailleurs.
- 2) la majorité des travailleurs rejette * l'austérité
- 3) la majorité des travailleurs fait confiance aux « partis ouvriers » PC et PS, parce que « pour se défendre les travailleurs se tournent vers les organisations crédibles ».
- 4) les directions de ces « partis ouvriers » sabotent les luttes.
- 5) de ce fait, et du fait de la politique de la bourgeoisie, la classe ouvrière est aujourd'hui dramatiquement divisée.

A partir de ces constats, la LCR préconise l'unité de la classe ouvrière dans la lutte, pour préparer une grève générale qui devrait à terme trouver son issue politique dans la constitution d'un gouvernement PC-PS « sans ministres bourgeois ». Un des passages les plus applaudis du discours de Krivine a été le moment où il a souhaité « l'amélioration du fonctionnement de la LCR, en donnant plus de démocratie pour les travailleurs et les femmes ».

Auparavant, devant une Mutualité presque pleine, un travailleur de Cléon et un autre d'Elastelle avaient illustré la volonté de la classe ouvrière d'entrer en lutte aujourd'hui.

● Les prisonniers politiques corses au secret

Depuis la visite de Giscard en Corse, la répression s'est considérablement aggravée. Ce sont aujourd'hui 25 prisonniers politiques corses qui sont incarcérés à Fleury-Mérogis, inculpés par la Cour de Sécurité de l'État d'appartenance au FNLC. Après les avoir déportés sur le continent, le pouvoir « libéral » giscardien cherche à isoler davantage ces détenus. En effet, le 9 octobre, de nouvelles dispositions ont été prises pour limiter les visites aux prisonniers politiques corses.

Désormais, les parents des détenus sont obligés de se rendre en personne à Paris pour déposer une demande qui ne peut être accordée que huit jours plus tard ; ils doivent donc passer une semaine pour rien à Paris. Cette mesure revient à priver les détenus du droit de visite : leurs familles, de condition modeste, n'ont pas les moyens, en venant de Corse, de faire face aux frais supplémentaires qu'entraîne ce nouveau règlement. Il est clair que cette nouvelle brimade du pouvoir vise à isoler les prisonniers corses, à les priver de tout contact avec leurs compatriotes et leurs familles.

Correspondance

● Hausses des matières premières en septembre

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont fortement augmenté en septembre : +5,4 % par rapport à août. La hausse la plus importante vient des matières premières alimentaires : +8,7 %. Les matières premières industrielles ont quant à elles augmenté de 1,6 %.

Par comparaison à septembre 77, la tendance générale est cependant à la baisse du prix des matières premières, puisque les prix de septembre 78 sont inférieurs de 6,4 % à ceux de l'an dernier.

L'AURORE DÉFINITIVEMENT AUX MAINS DE HERSANT

La liberté de la presse en danger

Mme Francine Lazurick, directrice de l'Aurore, vient de faire savoir qu'elle se démettait de toutes ses fonctions à partir de la fin du mois d'octobre. Le sénateur centriste Dominique Pado, directeur politique du journal, vient lui aussi de faire connaître sa décision de démissionner. L'affaire serait de peu d'importance, si elle n'était la confirmation — décisive — de l'emprise de Hersant sur l'Aurore.

Quand il s'est agi de vendre l'Aurore, qui appartenait auparavant à Bousac, Hersant était déjà sur les rangs. Devant la vive opposition du personnel, une autre solution s'était dessinée, avec l'achat du groupe de presse par un consortium dirigé par Marcel Fournier, PDG des magasins Carrefour. Il s'avère que les assurances données alors au personnel n'étaient qu'un leurre. Fournier, n'aura été, une fois de plus, qu'un prête-nom pour Hersant. Le 14 septembre dernier, un accord d'impression était signé entre l'Aurore et le groupe Hersant. On en est maintenant à l'étape du changement de direction. Il semblerait que le futur responsable de l'Aurore se-

ra un ancien responsable de France Antille, un autre journal du groupe Hersant. Au mépris de la loi, qui s'oppose en principe à ce que plusieurs quotidiens soient aux mains du même groupe, Hersant a la haute main sur le Figaro, sur France Soir, et sur l'Aurore. De plus, tout porte à croire qu'un processus similaire est en route en ce qui concerne le Parisien Libéré, dont le nouveau directeur, André Fosset, occupa des fonctions importantes dans le groupe Hersant.

La question n'est pas de savoir comment va évoluer l'orientation politique des journaux en question, dont on se demande s'ils peuvent être plus réactionnaires qu'ils ne le sont déjà. Ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est à la concentration des titres à plus grands tirages dans une seule main. Cela signifie que le groupe Hersant a maintenant la possibilité de faire pression — voire de contrôler — tout ce qui a trait à l'impression, la distribution, les coûts de production, etc. Ce qui est en cause, ce n'est rien moins que la liberté de la presse, et singulièrement la liberté d'exister pour les journaux à faibles moyens.

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

LA NOUVELLE CRITIQUE ENGAGE LA PRÉPARATION DU 23^e CONGRÈS

Paul Laurent, secrétaire à l'organisation du PCF, vient de faire savoir que la préparation officielle du 23^e congrès commencerait début février, avec la mise en discussion dans les cellules du rapport du Comité central. Le congrès doit se tenir dans la première quinzaine du mois de mai.

En fait, la préparation du Congrès est déjà commencée. Elle est commencée pour la direction, avec par exemple la diffusion des deux livres «Le PCF comme il est» et «L'URSS et nous». Elle est commencée aussi pour les oppositionnels, dont la plupart préfèrent actuellement la discussion interne à la divulgation publique de leurs oppositions. Le dernier numéro de La Nouvelle Critique apparaît comme un point de rencontre entre les uns et les autres dans

la préparation du Congrès. Il publie en effet une série de «réflexions» sur le fonctionnement interne du PCF, et donne la parole, dans le cadre de ces «réflexions» à plusieurs contestataires. On notera en particulier un article de Gérard Molina qui s'interroge sur les pays dits «socialistes»: «L'examen des pays socialistes implique une critique du type spécifique de parti communiste qui s'y est formé, et auquel le nôtre donne l'impression de ressembler

dans ses structures et dans son fonctionnement. Nous ne pouvons esquiver indéfiniment la question de savoir si des partis communistes semblables peuvent construire des sociétés radicalement différentes». Gérard Molina, qui avait écrit l'an dernier, en collaboration avec Yves Vargas, un livre intitulé «Dialogue à l'intérieur du PCF» prépare un autre ouvrage sur la situation interne au PCF. Dans le même numéro de La Nouvelle Critique, on trouve également une «réflexion» de Gérard Sfez, qui s'interroge sur «cet illusoire consensus, cette unanimité à 101 % qui ne représente plus en haut les divergences de la base». L'éditorial

de la revue est signé de Catherine Clément, une intellectuelle du PCF qui a par ailleurs la responsabilité des pages culturelles du journal socialisant Le Matin.

La direction du PCF possède les moyens de s'opposer à une telle ouverture de La Nouvelle Critique. Si elle ne l'a pas fait, c'est semble-t-il essentiellement pour donner un visage ouvert et démocratique, comme elle le fera pendant toute la préparation du congrès. Des tribunes de discussion doivent par exemple être publiées par L'Humanité dès le début de l'année prochaine, selon les propos de Paul Laurent.

Radio Montreuil, une radio indépendante de la municipalité ? FACE AUX INDÉPENDANTS DE RADIO 93 : LA MAIRIE DE SAINT-DENIS

A Montreuil, la municipalité PCF proclame sa volonté de mettre sur pied une radio «indépendante de la municipalité». Les statuts proposés par l'équipe de professionnels embauchés à cette occasion peuvent effectivement sembler prometteurs. Jusqu'où ceux-ci pourront-ils aller ? Quelle indépendance réelle serait accordée à leur station, si elle devait un jour émettre ? Nous reviendrons sur ces questions dans notre prochain numéro. Aujourd'hui, nous avons interrogé un animateur de Radio 93, radio libre déjà existante sur le terrain d'une mairie PCF : celle de Saint-Denis.

«Nous n'avons jamais eu beaucoup de rapports avec la municipalité de St Denis. Surtout au début, quand on n'était pas très connu, ils essayaient d'étouffer notre existence ; ensuite ils ont essayé de récupérer. Un exemple, au début quand nous avons été saisis par la police, nous avons téléphoné à 93 Actualités qui est l'organe officieux du PCF sur la Seine St Denis. Nous les avons informés de ce qui

nous était arrivé ; ils nous ont répondu : «Radio 93 qu'est-ce que c'est ?».

Ils ont envoyé Ralite, leur spécialiste de l'audio-visuel, pour témoigner à notre procès, mais il a défendu ses propres positions en faveur des radios municipales. Juste après lui c'est un jardinier de la municipalité de St Denis qui a témoigné pour expliquer ce qui lui était arrivé et comment 93 Actualités ainsi que l'Humanité lui

avaient refusé la possibilité de s'exprimer. Ainsi a-t-il dit, j'ai été contraint de m'adresser à Radio 93 qui m'a laissé parler librement. Tu aurais vu la tête de Ralite !

A part l'histoire des deux jardiniers de St Denis il y a aussi eu l'affaire de la cité de transit Sonacotra. Quand celle-ci a brûlé, nous avons donné la parole aux sinistrés et nous avons dit la vérité ; il y a une centaine de logements vides dans la cité des Francs Moins, toute proche ; si la municipalité veut reloger les familles portugaises sur place elle en a parfaitement la possibilité. A la manifestation du premier mai, des militants du PCF nous ont reproché ces propos en nous disant que face à la répression, ils ne nous soutiendraient pas parce

que selon eux, nous n'avions pas dit la vérité. Ce que je peux dire aussi, c'est que contre la librairie qui nous servait de local, il y a eu des pressions de la mairie. Le maire de Pierrefitte qui est aussi au PCF lui, est intervenu pour faire annuler une émission d'Antenne 2 sur la question des cités de transit, au cours de laquelle on voyait la librairie, le matériel d'émission etc.

Il faut aussi dire que c'est seulement au cours de l'été que sont apparues quelques lignes dans le journal mural de la mairie nous concernant. La municipalité protestait contre la répression dont nous étions victimes, mais c'était immédiatement pour justifier ses propres conceptions sur la question. Nous avions servi de prétexte».

Encadrement du Crédit

VERS DES MESURES PLUS DIRIGISTES ET PLUS MENAÇANTES

Jeudi après-midi, Monory, ministre de l'Economie, a exposé devant le Conseil National du Crédit, 2 séries de mesures.

Une première qui concerne 200 petites banques et qui s'inscrit dans la série des libéralisations. Ces 200 PME bancaires pourront désormais accorder leurs crédits sans aucune contrainte. En outre, il s'agit là d'une mesure qui ne coûte guère au contrôle très étroit que l'Etat exerce depuis 1945 sur le système bancaire : ces 200 banques ne distribuent que 15 milliards de francs de crédits sur 750 milliards environ pour l'ensemble du système bancaire.

LUTTER CONTRE L'INFLATION...

La 2^e est plus sérieuse et plus lourde de menaces. En effet, Barre et Monory l'ont bien manifesté le 4

octobre : il n'est pas question d'abandonner le contrôle de la masse monétaire au moment où l'inflation redevient le souci numéro 1 : «La politique monétaire (le contrôle de la masse monétaire) continuera de constituer un élément essentiel de la lutte contre l'inflation... Dans ces conditions, il sera fixé comme objectif une croissance de la masse monétaire moins rapide que celle de la production intérieure brute en valeur» (c'est-à-dire de l'ensemble des richesses produites aux prix pratiqués dans l'année en cours). Et de préciser un objectif très restrictif en matière de croissance de cette masse monétaire : pas plus de 11 % au lieu de 12 % en 1978.

Pourquoi une telle préoccupation aujourd'hui ?

En plus de la crainte d'un dérapage des prix libérés, deux facteurs l'expliquent pour l'essentiel.

D'abord, le déficit du budget 1978 s'avère plus grand que prévu : 27 milliards, qu'il faudra financer par la planche à billets ; celui prévu pour le budget 1979 (15 milliards) constitue aussi une menace inflationniste.

Ensuite, les statistiques du second trimestre 1978 inquiètent Barre : le patronat, sans revenir pour l'essentiel sur les attaques contre le pouvoir d'achat, aurait quand même dû à ce moment là faire quelques concessions sur les salaires.

De plus, les patrons auraient financé ces augmentations de salaires par des crédits bancaires, au lieu d'utiliser ces derniers à financer des investissements comme Barre le souhaite si vivement et en

vain depuis 2 ans. Or, le Premier ministre s'est fixé deux objectifs : que la progression des salaires ne dépasse pas 10 % pour 1978, et soit ramenée à 8 % en 1979.

Or, on a là les deux sources de la croissance de la masse monétaire : la planche à billets et les crédits accordés sous forme de dépôts par les banques à leurs clients (le tout formant, si on y ajoute certains dépôts : compte épargne, etc., la masse monétaire).

...EN RENFOR ANT LE BLOCAGE DES SALAIRES

Pour la planche à billets, Barre tente de réduire le déficit budgétaire prévu pour 1978 de 12 milliards et de financer principalement par des emprunts d'Etat, comme au bon

vieux temps de la III^e et de la IV^e République, alourdissant ainsi les dettes de l'Etat. L'expérience des cinq dernières années a démontré la prétention d'un tel objectif : les déficits sont toujours plus lourds que prévus...

Alors, il ne reste à Barre-Monory, qu'une seule solution : renforcer le blocage des salaires. Pour cela, en particulier, renforcer le contrôle de l'Etat sur la création et la destination des crédits. Les 150 plus grandes banques privées et le secteur nationalisé vont donc voir leurs possibilités de faire du crédit plus fortement «encadrées» ; il s'agit en fait d'un renforcement de diverses mesures déjà existantes et qui permettront à l'Etat, de pénaliser les banques qui octroient trop de crédits à son gré. Pour 1979, un plafond a été

fixé : il est de 11 % supérieur à celui de 1978 (ce qui est très peu, compte tenu de l'inflation). Parmi les mesures prises, signalons notamment l'intégration dans les crédits encadrés de ceux qui ne l'étaient pas jusqu'à présent : principalement les crédits à l'exportation (qui représentent 25 % de la masse totale des crédits accordés). En définitive, il s'agit une nouvelle fois par l'intermédiaire des banques, de renforcer l'intransigeance patronale face aux revendications et aux luttes des travailleurs pour des augmentations de salaires et la création d'emplois. Libéralisme donc, quand il s'agit de reconstruire et d'élargir les profits, dirigisme renforcé quand il s'agit des travailleurs, de leurs conditions de travail et de vie !

Réforme judiciaire

«JUSTICE MADE IN USA»

La justice est *lente, coûteuse, inaccessible, inefficace et arbitraire*. Qui a dit cela ? Son propre ministre, Peyrefitte, lequel se propose d'y appliquer quelques réformes. Entre autres, celle de supprimer les peines de prison intermédiaires, celles comprises entre les très courtes et les très longues, et de les substituer à des amendes. Le principe de ces amendes est de faire déboursier au prévenu autant de mois de son salaire que celui-ci aurait eu de mois de prison à faire. Peyrefitte reconnaît avoir pioché sur le modèle en vigueur aux USA, celui de la caution, principe qui permet au détenu d'acheter sa liberté, à condition qu'il en ait les moyens... La substitution de peine, c'est le nom de cette réforme inscrite dans les tablettes du ministère depuis 1975, pourrait permettre, selon ce projet, au détenu de lui éviter cette coupure sociale, créatrice de récidivistes et qui isole socialement les délinquants : difficulté de réinsertion sociale... Cette mesure permettrait également d'éviter la promiscuité dans les prisons et la «contagion» des délinquants moyens au

contact des grands... Mais qu'en sera-t-il de cette réforme, pour un prévenu smicard, ou qui a peu de moyens ? Pour peu que la condamnation lui permette de conserver son emploi, si tant est qu'il en ait un, ne sera-t-il pas confronté à d'énormes difficultés pour faire face aux échéances impartiées ? Les portes des prisons lui seront alors ouvertes, son sort n'aura pas changé. Tandis qu'un délinquant disposant de revenus plus importants, de par sa situation professionnelle, ou les précédents «coups» qu'il aura pu faire, aura tout loisir de prélever dans ses réserves et de régler ses «dettes» sans attendre. Peyrefitte a bien choisi son heure. Ces derniers temps quelques patrons se sont retrouvés derrière les barreaux à cause d'accidents du travail. Si des juges les avaient reconnus responsables, ces patrons étaient vite relâchés par la juridiction supérieure, ce qui ne faisait pas très bonne impression. On imagine Chapon, le patron responsable de la mort d'un ouvrier dans cette situation : pour lui, rien ne serait changé, juste quelques millions en

moins... Au total, la réforme risque d'intéresser au premier chef la classe bourgeoise !

Aussi peut-on être sceptique devant les déclarations de Peyrefitte, leur hypocrisie. Sa réforme apparaît surtout comme une aggravation de la justice de classe, un aménagement de la justice bourgeoise à son profit.

Grève à l'IREPS de Grenoble

Pour répondre aux propos de Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports (dont ils dépendent), qui a affirmé entre autres qu'il n'y aurait pas de création de postes au CAPES (diplôme) cette année, les étudiants de l'IREPS de Grenoble, où sont formés les profs de gym, sont partis en grève totale depuis leur rentrée ; leurs profs participent également à cette grève. Vendredi la totalité des unités d'enseignement des étudiants en gym devrait participer à la journée de grève nationale.

Reconstitution de la fusillade de Saint-Mandé

Le père des victimes affirme

«C'EST UN ASSASSINAT !»

Sept mois se sont écoulés depuis l'assassinat des deux frères Chaussin lors d'une «bavure» policière avenue de Saint-Mandé à Paris. Rappelons les faits : sortant d'un restaurant à trois heures du matin, les frères Chaussin et leurs compagnes ont à bord de leur camionnette un petit accrochage avec un chauffeur de taxi. La discussion est vive. Puis les frères Chaussin s'en vont. Mais deux chauffeurs de taxi ont alerté sur la radio la police, affirmant que les deux frères étaient armés ! Les motards de l'équipe de «Répression de nuit» prennent en charge la camionnette où les paisibles occupants ne se doutent de rien. Lorsqu'ils arrêtent leur camion, le motard Patrick Evra tire, tuant sur le champ les deux frères. Inculpé, le motard plaide la légitime défense, car il

s'était «crû menacé». Mais l'enquête a déjà montré qu'il était ivre ce soir-là. Ivre, armé, et la gâchette facile...

Le motard prétend avoir tiré sur des fuyards, mais cela semble carrément impossible, car viser d'une moto qui bouge et tuer net deux hommes à la fois dans un camion mobile est une performance à peu près irréalisable.

D'autre part, Evra n'a pas fait les sommations d'usage. La brigade de répression de nuit est bien connue pour sa dureté. Les incidents sont fréquents et de nombreux jeunes et immigrés qui ont eu le malheur de la connaître en ont un souvenir indigné et douloureux.

Après avoir dénoncé l'assassinat de ses deux fils, M. Chaussin, avec son avocat, a déposé une plainte supplémentaire contre les chauffeurs de

taxi pour dénonciation calomnieuse, complicité d'homicide et violence verbale. Quand le motard de nuit sera-t-il jugé et quelle peine écopera-t-il ? Les précédents ont plutôt montré l'indulgence de la justice bourgeoise pour ce type de prévenus, même si, dans ce cas, l'affaire est particulièrement scandaleuse.

La mort des frères Chaussin ne fera en tout cas sûrement pas taire ceux qui justifient les «bavures» en les présentant comme des accidents «imprévisibles» et «regrettables». Mais leur rôle devient de jour en jour plus difficile... Dans ces conditions, l'insistance avec laquelle certains autres, dont le PCF, veulent tout expliquer par la simple présence de brebis galeuses dans les rangs d'une police qui ne le serait pas, est d'autant plus révoltante !

ACCUSÉ : M^r HERITIER, 81 ANS, HABITANT DU MARAIS

Il est 9 heures ce matin. Un vrai soleil d'août projette sa lumière dorée sur l'imposant palais de Justice de Paris dans l'île de la Cité.

Il n'y a pas encore foule dans l'édifice, et ceux qui montent se perdent aussi tôt dans les immenses couloirs et les centaines de salles d'audience.

Le petit groupe qui monte n'en est que plus tranché avec le reste. Ils sont une trentaine à se diriger d'un pas décidé vers la salle qu'ils connaissent bien : la chambre des expulsions.

Perchée au quatrième étage, sous les toits, dans une petite salle somnolente : à peine de quoi s'asseoir pour les juges et les plaignants et les accusés.

Ici on juge comme on expulse : dans l'intimité et le secret !

«Ça y est, c'est notre tour». M. Héritier le seul «accusé» à avoir pu venir malgré son grand âge, rentre suivi de quelques habitants, tandis que le reste des personnes venues en soutien, reste avec prudence hors de la salle «pour donner toute sa chance au juge qui ne pourra pas prendre prétexte qu'on a voulu faire pression».

L'avocate prend la parole. Longuement elle explique, elle cherche à convaincre le juge. «Pas de preuves pour les expulser, pas le droit non plus, et puis regardez-les, Monsieur

le juge, ils veulent rester chez eux ; à leur âge, ne peuvent-ils pas rester dans le logement qu'ils habitent depuis plus de 40 ans. Et les expulser ? Pour quelle cause ? Rénover ? Mais, Monsieur le juge, regardez les photos, s'agit-il de taudis ? Allons donc, la RIVP* ne serait-elle pas plutôt intéressée par cet emplacement unique : vue sur les quais, sur la Seine et l'île de la Cité ? Et pourquoi les 3 personnes âgées n'auraient-elles pas non plus le droit d'en profiter ?».

L'avocat de la RIVP répond ce que son métier d'expulseur lui enseigne depuis toujours : «On réaménage le quartier, ce n'est pas pour des profits privés puisque la RIVP, c'est la Ville de Paris, c'est vous, c'est nous, comprenez que l'urgence existe, la prise de possession s'impose». Le sourire du début s'efface petit à petit, l'enjeu est gros. Son prédécesseur, c'était Madame Monique Pelletier. Qui ? He bien voyons, le ministre à la Condition Féminine. Quel tremplin pour un avocat ! Et puis l'argument de choc : «Mais ils ont bien reçu des indemnités ?»

Oh oui, Monsieur le juge tenez voici la preuve : 2400 F en 1963 par mandat.

«Ce n'est pas vrai, je n'ai rien reçu sauf 600 F», entend-t-on alors.

Monsieur Héritier s'avance péniblement sur sa



L'intérieur d'un des logements à rénover pour cause d'utilité publique (lutte contre la tuberculose !).

canne, aidé par une femme du quartier venue le soutenir. «Ce n'est pas vrai», répète-t-il avec force avant de s'appuyer, fatigué contre une table.

Cela fait trois ans que la RIVP s'acharne après eux, les intimide par des visites incessantes. Ils sont locataires dans le Marais à Paris depuis 34, 44 et 52 ans au 66 quai de l'Hôtel de Ville.

La RIVP utilise des documents datant de 1943 pour les faire passer pour des locataires «précaires» sans droit ni titre.

Or s'il est vrai qu'à cette époque, ils avaient signé vu les menaces incessantes des promoteurs immobiliers, les choses ont bien changé et l'argent qu'on leur a versé est venu aider à ce qui a été dé-

présents. «Nous n'avons pas le droit de faire du social Maître. Rendre justice, ce n'est pas faire de l'humanisme. Les preuves de la RIVP sont solides, pas les vôtres, vous faites plutôt du sentiment». Un homme à côté de moi laissera échapper : «On va tuer quelqu'un pour les preuves d'un mandat qu'on n'est pas capable de montrer, quelle honte».

Le jugement sera rendu le 16 novembre. Mais en sortant, l'inter-comité du Marais ne se faisait pas d'illusions : «Il est intouchable votre juge. Quant au jugement, c'est bien la preuve qu'ils veulent tester notre résistance avant le procès des 67 millions». Car c'est bien cela qu'il y avait ce jeudi en profilé du jugement. Casser l'inter-comité du Marais. «S'ils en restent au dossier juridique, nous sommes sûrs de gagner... à moins d'une intervention politique», disait-on à la dernière réunion des habitants du Marais.

La RIVP est prête. Mercredi prochain, c'est le procès des 67 millions réclamés à l'inter-comité du Marais. Son tort : soutenir des occupations de logements vides par des familles mal-logées et dénoncer la rénovation brutale de la RIVP en y opposant la «réfection légère sous contrôle populaire».

Le Marais croule sous le scandale financier de la SOREMA**. En attaquant

l'inter-comité du Marais un scandale politique se prépare. Il faut que ça se sache.

Jean JAULIN

* : Régie Immobilière de la Ville de Paris.

** : Elle vient de déposer son bilan. Elle n'arrive pas à écouler les luxueux logements construits dans le Marais : 150 millions le 3 pièces !



Monsieur Héritier - 81 ans. «C'est un assassinat !» disait-on hier.

ECOLE

Journée de grève nationale des professeurs de gymnastique, ce vendredi 13 octobre est aussi sur la région parisienne la première des grèves tournantes décidées par la plupart des syndicats d'enseignants du secondaire. De leur côté, les lycéens en lutte ont décidé de se joindre à la manifestation prévue pour 11 h 30 aux Champs Elysées. Dans les Académies de Paris, Créteil et Versailles, et notamment dans la Seine St Denis, où les luttes sont nombreuses depuis la rentrée il s'agit maintenant de savoir quelles perspectives se présentent au mouvement dans les collèges et lycées.

Depuis longtemps, chaque rentrée scolaire est considérée comme une sorte de test où le ministre de l'Education (et ils ont été nombreux en l'espace de vingt ans) est censé prouver qu'il a la situation bien en mains. A chaque fois, les multiples «bavures» provoquent des luttes ponctuelles, que les recteurs arrivent généralement à limiter en accordant une création de poste par ici, une rallonge de budget par là. Le ministre peut alors sans gros problèmes venir claironner à la télé que la rentrée s'est en somme bien passée.

Cette année les choses se présentaient encore mieux pour Beullac... Succédant à Haby dont l'impopularité devenait par trop flagrante, et qui était connu pour ses rapports tendus avec les enseignants, il commençait par annoncer que le dossier scolaire était supprimé et dans la foulée recevait les gages de bonne volonté d'André Henry, le secrétaire de la puissante Fédération de l'Education Nationale. Sans même attendre le lendemain de la rentrée, il assurait «la rentrée s'est ma foi fort bien passée». Il faut dire que les grands organes d'information lui ont fait la partie belle : de la télé qui n'a pratiquement pas soufflé mot des luttes depuis la mi-septembre jusqu'au Monde de l'Education qui dans son éditorial d'octobre reprenait le thème de la «rentrée sans problèmes». Et certes ce ne sont pas les directions des syndicats d'enseignants, en particulier la FEN, qui se sont efforcées de démentir cette belle assurance.

Mais cela n'a pas empêché que localement dès la première semaine de classe on ait vu plus de 250 établissements en lutte.

LES «BAVURES» DE LA RENTRÉE

Les raisons de mécontentement ne manquent pas. Les crédits étant orientés vers la mise en place de la réforme Haby en 5^e (après la 6^e, l'an dernier), toutes les autres classes en recevaient le contre coup : surcharge d'élèves comme on n'en avait jamais vu jusqu'ici, nombreux postes non-pourvus, suppressions de classes, mise au chômage d'une grande partie des maîtres-auxiliaires.

Plusieurs établissements se sont vus en état de «cessation de paiements», au point qu'à Noisy le Sec par exemple il n'y avait même pas d'argent pour laver les torchons nécessaires aux agents de service ! Le nombre d'agents a été d'ailleurs souvent réduit, compromettant au passage la sécurité dans les lycées d'enseignement professionnel (ex-CET) notamment. Fait nouveau aussi, l'intransigeance des recteurs, leur volonté de ne rien lâcher surtout en matière de création de postes.

LE MALAISE DES ENSEIGNANTS

Devant cette situation parfois catastrophique, des enseignants se sont mis en grève sans attendre de consignes — qui ne venaient pas — des directions syndicales. Un mois après la rentrée officielle, dans certains établissements les cours n'ont pas commen-

La journée d'action du 13

UN MOIS DE LUTTE POUR UNE RENTRÉE «SANS PROBLEMES...»

cé. On n'avait pas souvent vu cela, des enseignants en lutte pendant une, si non plusieurs semaines. Sans doute, les mauvaises conditions de rentrée ne sont pas la seule explication... Si la Réforme Haby a été décriée, elle n'a pourtant pas conduit à de grandes luttes : les élections, avec les illusions qu'elles pouvaient représenter pour les enseignants «de gauche» approchaient. Avec le résultat que l'on sait. Et le «malaise» n'en est maintenant que plus vivement ressenti... dans un système éducatif de plus en plus «déphasé» : il est loin le temps des tranquilles certitudes de l'instituteur ou du professeur, persuadé de la valeur et de l'utilité de son travail, et confronté à des élèves parfois chahuteurs mais somme toute pas trop contestataires.

LES LYCÉENS DANS L'ACTION

Des élèves qui précisément n'ont pas tardé à s'engouffrer dans la brèche ouverte par les grèves de profs. Avec sans doute au début pas vraiment d'autres perspectives que de reprendre les revendications des profs, dans la mesure où elles les concernaient aussi. Avec le handicap de l'absence de structures minimum d'or-

ganisation ou de coordination, qui ne facilitait pas une réflexion collective sur l'école et plus largement la société. Avec enfin, notamment dans la Seine-St-Denis — particulièrement touchée par les mesures Beullac — ou l'influence des révisionnistes parmi les profs et les associations de parents d'élèves n'est pas négligeable... l'impression pas toujours fautive que leur mouvement courait des risques de manipulation et de récupération. Un problème qui demeure aujourd'hui et qui conditionne assez largement la suite du mouvement. Des lycéens ont commencé à le poser sérieusement, en élargissant les revendications initiales dans le sens d'une liaison avec les luttes des travailleurs et d'une remise en question profonde de l'école capitaliste.

S'il est sans doute prématuré de parler de grand mouvement lycéen aujourd'hui, il n'est guère douteux qu'existent des perspectives de prolongement de la journée de vendredi. Aux lycéens de les saisir, en s'appuyant sur les enseignants les plus conscients du rôle que le système leur fait jouer, et en profitant de la sensibilisation des parents qui sont aussi des travailleurs.

Claude ANCHER

Les parents aussi...

Parler de la liaison des lycéens avec les luttes extérieures à l'école cela suppose aussi, entre autres, d'évoquer les rapports avec les parents d'élèves. Eux aussi, fait notable, sont intervenus, parfois en masse, dans les luttes depuis la rentrée... Certains sont allés jusqu'à la séquestration des chefs d'établissements. Mais à partir du moment où les lycéens ont participé davantage à l'action on a assisté parfois à des confrontations, les responsables des associations de parents cherchant à freiner des actions qui leur paraissaient trop dures... C'est que les «parents d'élèves» ne constituent bien évidemment pas une couche homogène. Les travailleurs sont particulièrement sous-représentés dans les associations dont l'activité souvent routinière est dirigée par des «gens qui ont du temps». Plus les travailleurs mettront le nez dans ce qu'on les a trop longtemps habitués à considérer comme ne les regardant pas, l'école, plus les vrais problèmes de l'éducation pourront être soulevés, plus l'horizon des lycéens du même coup s'élargira.

Deux manifestations séparées

Les syndicats de professeurs de gymnastique ne manifestent pas le matin. Mais le vendredi après midi, 14 h 30, à Bastille. A l'origine de ces manifestations séparées, les conditions de préparation de la journée du 13. Au départ, il s'agit d'une initiative des profs de gymnastique, pour dénoncer les mesures Saison, qui fait suite à l'action du 21 septembre et aux journées de grève suivies par les professeurs dans plusieurs établissements. Invités à se solidariser au mouvement les syndicats d'enseignants du secondaire ont surtout repris à leur compte l'idée de cette journée, devenue la première de leurs grèves tournantes. Ce faisant, la lutte des enseignants de gymnastique est passée au second plan...

POLITIQUE

«Journée ville morte» à Lens

Bataille PS-PC sur fond de chômage

Le secteur de Lens, qui compte 10 000 chômeurs sur 107 000 habitants et connaît un taux de chômage deux fois supérieur à la moyenne nationale, a perdu 2 000 emplois en 3 mois. Après les mines, le textile, la chimie et le bâtiment, les Laminiers de Lens et la Verrerie de Wingles, qui étaient jusqu'ici les points solides de l'emploi et de l'économie du secteur sont menacés à leur tour. La colère est grande dans la région de Lens comme en témoigne la lutte des ouvriers de BSA de Wingles, pour empêcher les 197 licenciements prévus par la direction, ou celle du Génie Civil de Lens, contre 140 licenciements.

Quant aux partis de gauche, PS et PC, ils cherchent à utiliser cette situation, chacun à son profit, et ils se livrent, depuis les élections, à une concurrence acharnée. Le 7 octobre, c'est le rallye CGT de l'emploi, et la manifestation régionale à Lille (voir le QdP du jeudi 12) où les travailleurs de la région lennoise forment un

des plus gros cortèges. Lors de cette manifestation, on a vu s'envoler dans le ciel lillois plusieurs centaines de ballons portant des pétitions pour que les députés refusent le budget de 1979 !

Le 11 octobre, c'est l'opération «Ville morte - SOS région se meurt», qui fait suite à la mise en place par le député maire PS de Lens, d'un comité d'expansion pour la région. La grande idée du maire était de réunir tous les élus et les organisations représentatives du secteur Lens-Liévin afin, disait-il «de retrouver, comme aux heures les plus cruelles de l'histoire de cette région, l'émouvante solidarité dont sait faire preuve la population du bassin minier». PCF et CGT ont beau jeu de dénoncer cette union sacrée, et de crier bien fort «Pas d'unité possible entre exploités et exploités». D'autant que ce comité d'expansion se met en place en pleine grève des Laminiers, avec dans ses rangs M. Henriot, le patron des Laminiers.

Quand le maire PS organise le 11 octobre sa journée ville morte, il se retrouve seul avec du beau monde : les représentants patronaux, la Chambre du commerce, FO, la CFTC, la CGC, le CDF, la neutralité bienveillante du RPR et le soutien actif du journal réactionnaire La Voix du Nord...

A 14 heures mercredi 11 octobre, le glas sonne aux églises, donnant le ton de cette journée. Les pressions de la municipalité et du CIDUNATI, qui n'avait pas hésité à se déclarer prêt à employer tous les moyens pour le succès de cette journée, ont porté leurs fruits. Les commerçants de Lens et de Liévin ont affiché et fait signer la pétition «SOS région se meurt», et ils ont massivement baissé leur rideau. Les grandes surfaces ont suivi le mouvement, sauf l'hypermarché Cora, qui avait demandé la protection de la police contre une éventuelle intervention des commerçants !

Sur la zone industrielle de Douvrain, restée vide

malgré l'implantation de la Française de Mécanique se déroulait l'attraction de la journée : concurrençant les petits ballons de la CGT, un gros ballon sphérique portant une banderole «SOS région se meurt» s'envolait vers Paris, chargé d'y porter un cahier de doléances de la population de l'arrondissement de Lens ! Quelques dizaines de personnes seulement assistaient au lancement, les élus locaux et quelques habitants de Douvrain, venus plus par curiosité que pour manifester leur soutien à cette opération, car cette journée n'était en aucune façon l'affaire des travailleurs.

Quant au PCF, il a certes dénoncé l'opération du maire. Mais que nous propose-t-il ? Des délégations d'élus dans les sous-préfectures et à Lille, et la signature d'une pétition pour soutenir les propositions du PC, descendue le jour-même par les élus du PC à l'Assemblée Nationale...

● BUDGET : DEUX PROJETS REJETÉS

La commission des finances a adopté l'ensemble du projet de budget pour 79, à deux exceptions près : elle rejette les crédits d'équipements du budget de l'éducation, ainsi que ceux de l'agriculture. Motif : ils sont insuffisants.

● FABRE VICTIME DES FACETIES DU RPR

Robert Fabre a voté le plan acier du gouvernement. C'est du moins ce qui ressort de l'analyse du scrutin numéro 86, publiée par les services officiels de l'Assemblée nationale. Robert Fabre n'a pas voté le plan acier du gouvernement. C'est ce qu'il dit. On connaît maintenant l'explication de ce mystère. Fabre n'était pas là lors du vote, et un petit malin aurait profité de son absence pour voter à sa place, en profitant du nouveau système de vote électronique. Comme Fabre siège maintenant parmi les non-inscrits, à l'extrême droite de l'hémicycle et à côté du RPR, on peut deviner d'où vient le coup.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Paris Brune : la grève étouffée

Pour les directions syndicales «le 25 octobre avant tout»

● Brune, 20 heures, jeudi soir. L'Assemblée générale commence, à la prise de poste de la brigade C. Alors que la plupart des gars disait : «Il faut continuer», l'intervention de la CGT et de FO va soulever les huées : pour eux, les négociations de l'après-midi ne sont pas si négatives : elles mettent en avant qu'elles ont obtenu la suppression des sanctions, un engagement sur le fait que les pauses ne seront plus raccourcies, que les gars ne seront plus déplacés d'un poste à un autre en cours de service, et le maintien de 4 gars en heures supplémentaires ! En entendant cela, les postiers disaient : «C'est des miettes !», la CGT répondait : «On a quand même fait reculer la direction, c'est un grand succès, on aurait peut-être pu aller plus loin, mais pour l'instant, ce n'est pas possible, il faut rentrer».

De son côté, la CFDT disait : «C'est un premier pas dans le rapport de forces, mais il faut continuer, il faut renforcer la lutte». Intervention largement applaudie.

Mais l'intervention de la CGT avait largement fait

Boulevard Brune, jeudi après-midi. Les banderoles et le drapeau rouge sont toujours là, la grève continue au centre de tri ! Devant les grilles, plusieurs dizaines de postiers discutent. Toutes les délégations syndicales reçues par la direction, à différents niveaux, se sont heurtées à un refus, que ce soit mercredi après-midi, ou jeudi. Tout au plus, la question des sanctions pri-

ses contre 12 postiers qui avaient refusé de faire les bouche-trous (en changeant de poste de travail pendant leur service), était-elle examinée favorablement. Mais pour les postiers, c'est peu de chose. «Si on reprend là dessus, les PV vont recommencer, parce qu'on se retrouvera dans la même situation et que les gars refuseront de nouveau !». Jeudi, le nombre de grévistes, bien

son effet. Des gars qui étaient venus avec l'intention de poursuivre la grève voteront pour la reprise, en disant : «La CGT nous lâche, ce n'est plus la peine de continuer». Au niveau du vote, il y a eu un peu plus de voix pour la poursuite de la lutte que pour la reprise, mais la CGT a mis en avant que ça ne faisait pas la majorité de la brigade. La confusion, la colère ont duré un bon moment, sur le résultat même du vote ! Finalement, une partie des gars est rentrée, l'autre est partie, écourée, refusant de prendre le travail, en particulier parmi les jeunes du transbordement, qui avaient été à l'origine du mouvement, et qui avaient voté à l'écrasante majorité pour la poursuite, CGT comme CFDT.

Dans ces conditions, il est probable que la désyndicalisation sur le centre va se poursuivre, et que la journée d'action du 25, déjà ressentie comme un coup à la lutte, suscitera ici encore plus de méfiance.

Correspondant

que légèrement inférieur à la veille, était toujours très important, et les gars révoltés par les refus de la direction.

Ce dont on discute, comme la veille, c'est de l'avenir de la lutte. «Pas question de reprendre ce soir, dit un jeune. Même si les syndicats pensent que c'est pas la peine de continuer, qu'on a qu'à attendre les journées d'action

dans 15 jours, ça ne va pas se passer comme ça. Si on reprend sans rien, je donne ma main à couper qu'il n'y aura pas un bonhomme qui sortira le 25 octobre ! Alors les syndicats sont pris entre deux feux : faire reprendre, comme ils pensent qu'il faudrait faire, et rater les journées d'actions sur le centre. Nous, notre grève, on y croit».

PTT : grèves locales... journée nationale le 25 octobre

COMMENT GAGNER ?

«CTA Banlieue parisienne, une grande victoire, mais...» tel est le titre d'un tract de la fédération CFDT-PTT, qui circulait jeudi à Paris Brune. Un tract qui suscite beaucoup de discussions.

Tout d'abord, la CFDT rappelle les résultats de la lutte des postiers de Pontoise : création de 45 emplois de titulaires, retrait des sanctions, paiement à chaque agent de 30 heures de califs (moyens détournés de se faire payer les jours de grève). On passe ensuite à la grève de Créteil, pour dire que tout ça est très bien, très massif, très combatif...

Mais «cette victoire éclatante de nos camarades de la banlieue parisienne ne doit pas nous faire oublier

les réductions de moyens en personnel que la Direction générale impose dans tous les services postaux... L'Administration va donc tenter de récupérer sur la province ou sur Paris ce qu'elle a du concéder sur la banlieue...». En quelque sorte, selon la fédération CFDT, se battre, et se battre victorieusement sur les effectifs, comme l'ont fait les postiers de Pontoise et de Créteil, c'est diviser les postiers. Il faut être clair. C'est vrai que les postiers qui vont venir renforcer les CTA de banlieue ne sont pas de vraies créations d'emploi, que les postes budgétaires étaient déjà prévus. Mais de là à dire que l'amélioration de la situation en banlieue se

fait au détriment des autres postiers, il y a un pas. En franchissant ce pas, la fédération CFDT, quoi qu'elle prétende, condamne de fait les luttes qui se mènent aujourd'hui, à travers plusieurs départements (Lyon Gare et Lyon Montrochet, Caen CTA, Rouen gare, Bordeaux CTA, Valence gare, Angers gare, Rodez centralisateur, La Roche sur Yon CT, Quimper centralisateur, Blois gare, Le Mans, Nantes CTA, Avignon gare) et les actions prévues ailleurs (Perpignan CT, La Rochelle gare, Toulouse, Montpellier CT)...

Ces actions, pourtant, prouvent le contraire de ce qu'affirme la fédération : les postiers en entrant en

lutte dans tous les centres considèrent que la victoire de la banlieue parisienne ne se fait pas à leur détriment, mais qu'ils doivent se battre aussi, sur les effectifs. Se pose alors la question : comment gagner. Là dessus, si les postiers en lutte se rendent bien compte qu'il n'est pas facile d'obtenir une victoire générale centre par centre, ils ne sont pas enchantés pour autant par la perspective des grèves tournantes prévues par la CGT et la CFDT dans quinze jours, présentées comme le moyen d'«empêcher l'administration de poursuivre sa tactique déshabiller Pierre pour habiller Paul». Coordonner nationalement l'action, d'accord. Mais les postiers ont des doutes sur l'efficacité de ce genre de coordination nationale sous la forme de journées d'action, où ils n'ont pas la direction des affaires, et qui ne règlent rien, bien moins encore que les grèves locales.

C'est pourquoi, là où ils sont en lutte aujourd'hui, ils considèrent que ces journées d'action courcircuitent de fait les grèves locales, au lieu de les renforcer. On ne parle plus que de ces journées, partout. Les grèves des centres sont passées sous silence...

Nantes : 7 000 personnes contre Boulin

Importante manifestation à Nantes, jeudi, à l'occasion de la venue de Boulin, qui inaugurerait la deuxième année du pacte national pour l'emploi des jeunes. Environ 7 000 manifestants, sans doute la manifestation la plus nombreuse, depuis le 7 octobre 76. Mais paradoxalement, les secteurs les plus touchés de l'industrie nantaise n'étaient guère représentés, en particulier la navale. D'autres usines qui licencient en ce moment, n'étaient pas présentes non plus. La fonction publique n'était pas très nombreuse, les professeurs ayant décidé de manifester un autre jour. Par contre, beaucoup d'entreprises de la ville avaient envoyé d'importantes délégations.

Neuves Maisons : grève sur le tas

A l'heure où le plan de licenciements dans la sidérurgie va se mettre en place, les ouvriers de Neuves Maisons ont entamé une grève sur le tas. D'autant qu'il se confirme de plus en plus que l'aciérie de Neuves Maisons est condamnée.

● Thionville : inauguration de la «place de la lutte pour l'emploi»

C'est ce samedi à Thionville qu'avait lieu l'inauguration du monument et de la «place de la lutte pour l'emploi».

Les ouvriers de Soloci ont déjà fixé sur le monument à l'entrée de la ville des plaques sur lesquelles est indiqué «Travailleurs oui ! Chômeurs non !», «Thionville métropole du chômage», «Nous voulons vivre et travailler en Lorraine». Hier ce monument symbolisait la métropole du fer, aujourd'hui métropole du chômage. Les travailleurs ont voulu montrer que c'est pas la lutte qu'ils pourront obtenir des résultats.



St Etienne Les cheminots toujours en grève totale Tracts fascistes sur la ville !

● La grève (commencée dimanche à minuit) des cheminots de la gare de St Etienne Chateaucieux, était toujours totale dans l'après-midi de jeudi. Aucun train ne circulait dans la gare, que ce soit à l'arrivée, ou au départ. Outre les piquets de grève maintenus en place sans discontinuer, les grévistes font un effort tout particulier pour expliquer la raison de leur mouvement, dans des tracts qu'ils distribuent dans la ville. Rappelons qu'ils s'opposent à la suppression de 4 emplois, alors que les effectifs sont déjà en nombre insuffisant, ce qu'ils n'acceptent pas.

La popularisation du mouvement, la nécessité d'obtenir le soutien et la compréhension de la population est assurément une tâche de l'heure : de mystérieux individus (dont il est facile de s'imaginer par qui ils sont manipulés) viennent de distribuer dans la ville des milliers de tracts, de nature ouvertement fasciste, contre la grève : «Si les grands services d'Etat déclare le torchon par ailleurs non signé par ses auteurs, «continuent de multiplier les grèves qui handicapent tout le pays à plus ou moins long terme, nous serons en faille comme l'Italie. Employés de la SNCF, vous avez la chance d'avoir du travail. Les 30 000 chômeurs de la Loire et tous les travailleurs de la région vous disent «Au travail».

A l'évidence, cette opération vise à préparer le terrain pour un mauvais coup contre les cheminots.

La grève régionale des cheminots de la région lyonnaise, appelée par les syndicats en soutien à ceux de Saint Etienne, a été relativement bien suivie dans les centres concernés : Lyon, Roanne, Firminy... La direction de la SNCF elle-même parlait jeudi en milieu de journée de 50 à 80 % de participants, selon les dépôts. Aucun départ de train n'a pu se faire en direction de Strasbourg. De nombreux trains ont été supprimés entre Lyon et Grenoble. Une manifestation regroupant 2 000 cheminots s'est déroulée à Lyon, devant la direction régionale de la SNCF.

LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement a
 - Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
 - Pékin information
 - La Chine en construction
 Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- PARMI LES LIVRES**
 - LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG
 ou
 - La France de 68 (A. Delais et A. Ragache)
 - 500 affiches de mai 68
 - Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
 - Adieu camarades (Roger Pannequin)
 - Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
 - Salaire aux pièces (Miklos Haratz)
 - Ecoles rurales, quel avenir
 - Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

- PARMI LES DISQUES**
 - L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
 - Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
 - Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
 - Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence Librairie quotidienne 5 rue Félix Gouet (10 %)	Lyon Librairie populaire 226 rue Duguesclin (3*) (10 %)
Besançon Lib. Les sandales d'Empédocle Place Victor Hugo 138 Grande Rue. (10 %)	Marseille Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1*)
Bourges Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.	Metz Librairie Geronimo Rue du Pont des Morts (10 %)
Brest Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis	Montluçon Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Caen La Licorne (10 %) Rue Froide	Nice Le Temps des Cerises 50 bd de la Madeleine (10 %)
Clermont-Ferrand Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras	Nantes Librairie (10 %) 50 bd de la Madeleine
Evreux Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)	Orléans Les temps modernes rue N. D. de Recouvrance (5 %)
Grenoble Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)	Quimper Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
La Rochelle Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont	Perpignan Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Le Mans Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)	Reims Le Grand jeu 20 rue Colbert
Lille Librairie populaire 40 rue de Guesdes	

CINÉMAS

Paris Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5*) Tarif étudiant : 10 F	Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1*
La Clef 21 rue de la Clef (5*) Tarif étud.	Lyon Cinématographe 44 cours Suchet (2*) Tarif collect. (5 tickets : 40 F).
Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5*)	Le Canut 32 rue Leynaud (1*) (tarif. étud.)

Nom (en capitales)
 Prénom
 Ville
 Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 500 F
 ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
 Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (100 F à la commande, puis 100 F et 50 F) échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INTERNATIONAL

Les négociations SALT

DEUX FOIS PLUS D'OGIVES DEPUIS 1972

Nouveau doublement avant 1980

● Y aura-t-il dans un délai rapproché un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques SALT 2 ? La prorogation de l'accord signé en 1972, décidée à la fin de 1977, s'achève en octobre. Depuis mars 1977, une négociation serrée se poursuit entre Washington et Moscou pour la définition d'un nouvel accord. Le 22 octobre, Cyrus Vance doit se rendre à Moscou pour une nouvelle négociation et les deux gouvernements ont fait savoir qu'un sommet Carter-Brejnev scellerait un

Il est vrai que l'accord SALT 1 et son prolongement n'ont pas réduit les rythmes de construction de missiles aux USA et en URSS, ni ralenti leur modernisation. Leur signification n'était pas de réduire la course aux armements nucléaires stratégiques, mais de la codifier et de «sanctuariser» les territoires des deux pays en limi-

tant à deux puis à un le nombre de sites anti-missiles, très onéreux, laissant du même coup sans protection les sites nucléaires d'une part, les grandes agglomérations de l'autre. Les USA et l'URSS, tout en doublant le nombre de leurs ogives nucléaires, et en «améliorant leur efficacité», faisaient des accords SALT la clef de voûte de

le nouvel accord, s'il intervenait. A en croire les déclarations américaines l'essentiel serait quasi-régulé à la suite de la rencontre Gromyko-Carter qui se déroulait le 1^{er} octobre. Selon Gromyko, le ministre soviétique, le bilan de la rencontre est que «des changements dans un sens positif étaient intervenus dans la position américaine, mais qu'ils étaient insuffisants pour que l'on puisse dire que la question était réglée.»

la «détente», version pacifique de leur rivalité mondiale.

DES CONDITIONS PROFONDÉMENT MODIFIÉES

Les conditions qui avaient permis l'accord SALT se sont profondément modifiées. La technologie utilisée de part et d'autre a rendu de plus en plus compliquée, sur le plan technique, l'évaluation de la force de chacun. L'apparition de nouvelles armes, intermédiaires entre les armements stratégiques et les armements dits «tactiques», c'est-à-dire destinés au champ de bataille européen, qui peuvent également être utilisés comme armes stratégiques dirigées sur les centres vitaux de chacun des deux adversaires a été la source de discussions âpres. Chacune des deux super-puissances s'est acharnée à mettre au point de nouvelles armes qui lui permettraient de se doter d'une force de seconde frappe, d'une part en poursuivant leurs recherches en matière de défense anti-missile, d'autre part en mettant au point des missiles stratégiques mobiles, le SSX16 soviétique et le MX américain qui doit avoir la priorité dans le prochain budget militaire.

Les modifications les plus importantes sont cependant intervenues sur le plan politique. Le rythme soutenu, plus rapide que celui suivi par les USA, depuis une dizaine d'années, auquel l'URSS pour suit son équipement nucléaire, lui a permis de parvenir à une quasi-parité de forces. Combinée au recul subi par les Américains depuis 1970 dans différentes régions du monde, cette priorité stratégique et le relatif équilibre militaire auquel est parvenue l'URSS, lui ont permis de prendre l'initiative, de pousser sa pénétration tout à la fois en Afrique, en Asie, et dans le Golfe, malgré certains revers, tandis qu'en Europe, elle se permettait d'exercer un chantage de plus en plus ouvert. Loin de se réduire à la question technique d'évaluation des armements des deux adversaires, les désaccords parfois spectaculaires qui émaillent la négociation depuis dix-huit mois portent sur la question de savoir lequel des deux cédera devant l'autre, en ré-

duisant ses propres plans ; et plus généralement, si aujourd'hui, un accord engagerait les deux rivaux à établir un statu quo d'ensemble dans le monde.

PAS DE RÉDUCTION DES EFFORTS DE GUERRE

L'expérience de SALT 1 a montré qu'il ne pouvait en être question, les conditions dans lesquelles se négocient SALT-2 ne peuvent faire que la sanction très provisoire des rapports de forces que les USA et l'URSS ont hâte de modifier. Les Soviétiques n'ont laissé aucun doute à ce propos : en rejetant en avril 1977 le plan global américain qui prévoyait à leurs yeux une réduction trop importante de leurs missiles, notamment les missiles lourds, dont ils améliorent actuellement à la fois l'équipement en ogives multiples, et la précision ; en refusant de façon continue tout «amalgame» entre les SALT et la situation en Afrique ou le respect des droits de l'homme, le Kremlin a délibérément refusé tout engagement quant à la poursuite de son effort de guerre et partant, toute réduction de la rivalité militaire, quand les USA cherchent à donner une plus grande place à la rivalité économique, où ils disposent d'une confortable supériorité.

VERS SALT-3 ?

Les perspectives qu'ouvrent les négociations SALT 2 sont sombres. Si l'accord n'était pas signé, cela signifierait une course aux armements encore plus ouverte, une rivalité qui pourrait s'exacerber considérablement. Signé, il n'engagerait aucun des adversaires à renoncer à ses ambitions ; une telle signature signifierait en outre le début d'une négociation SALT-3, dont il est prévu qu'elle engloberait l'ensemble des armements nucléaires, c'est-à-dire également ceux qui sont stationnés en Europe. Aucun gouvernement européen n'est préparé à cette éventualité, alors que les pressions contradictoires ne manqueraient pas de se renforcer, notamment à l'égard de la France qui dispose du seul dispositif nucléaire autonome en Europe.

Grégoire CARRAT

En bref...En bref...E

● Tchécoslovaquie : peine alourdie pour un des porte-parole de la Charte 77

Un des trois porte-parole de la Charte 77 qui risque une peine de six mois à trois ans de prison pour «violences et insultes à agent de la force publique», devra accomplir en plus de cette peine 18 mois de prison restant d'une condamnation précédente. Il a été transféré à la prison de Hradec-Kralove en Bohême de l'Est.

● Turquie : 7 militants assassinés par l'extrême droite

Sept militants du Parti du Travail de Turquie ont été retrouvés morts, lundi dans la banlieue d'Ankara. Ces meurtres font partie de la campagne d'assassinats entreprise par les groupes fascistes en Turquie. D'après le témoignage d'un des militants, mort des suites de ses blessures, les fascistes les ont kidnappés à leur domicile, ils étaient donc parfaitement renseignés.

● Guatemala : grève générale

Poursuivant le mouvement déclenché samedi, pour protester contre l'augmentation de 100 % des transports urbains dans la capitale, la grève générale a continué lundi en s'étendant à tout le pays. Le mouvement exige la libération des personnes emprisonnées, la restitution de leur emploi et la fin de la répression.

● RFA : manifestation contre les interdictions professionnelles

Dimanche à Hanovre, 3 000 personnes ont manifesté contre les interdictions professionnelles, exprimant ainsi leur solidarité avec les enseignants de Basse-Saxe qui ont poursuivi une grève de la faim pour le même motif. Le même jour, une conférence réunissait à Aix La Chapelle les représentants des Comités de Rhénanie-Westphalie contre les interdits professionnels.

ITALIE : UN AUTOMNE CHAUD ?

Le point avec le correspondant à Paris de Fronte Popolare

Propos recueillis par Jean-Paul Gay

● Alors que se multiplient depuis septembre les attentats, soit des « Brigades rouges », soit de l'extrême-droite, l'Italie connaît cette semaine des mouvements de grève dans divers secteurs, particulièrement dans la fonction publique. Une particularité de ces grèves : elles sont lancées par les syndicats autonomes, dont la direction est nettement entre les mains de gens ouvertement de droite. Ceci se déroule, alors qu'à l'intérieur des grandes centrales syndicales, la base oppose, dans les discussions, une vive résistance aux directions, qui veulent leur faire avaliser un nouveau plan d'austérité du gouvernement.

Où en est l'Italie à cette rentrée ? Nous avons demandé au correspondant à Paris de *Fronte Popolare*, journal de l'organisation d'extrême gauche italienne MLS (« Mouvement des travailleurs pour le socialisme ») de faire le point avec nous.

Q — Alors que les révélations sur l'affaire Moro sont à nouveau mises au premier plan par la presse italienne, et que l'on assiste à une relance du terrorisme, des grèves se développent dans divers secteurs d'activité en Italie. Comment évaluer la situation dans ce pays, alors que d'aucuns parlent d'un « automne chaud » ?

R — Disons qu'il est nécessaire de replacer le terrorisme dans son contexte, en voyant qu'il est un phénomène secondaire dans la situation politique du moment. Je crois que pour analyser la situation actuelle, il faut d'abord partir d'un fait : c'est la politique économique du gouvernement telle qu'elle a été précisée cet été avec la mise au point du plan Pandolfi, du nom du ministre du Trésor italien. Celui-ci a présenté un plan triennal, qui fixe la programmation économique en Italie, pour la période de 1979-1981. Ce plan, officiellement destiné à la relance de l'économie italienne, et qui est conforme aux vœux du « Fonds monétaire international » dont le gouvernement de Rome attend des prêts importants, se caractérise d'abord par de fortes restrictions des dépenses publiques. Ces restrictions vont frapper surtout la consommation populaire. Ainsi, une diminution de 2 400 milliards de lires est envisagée sur le régime de la Sécurité sociale, notamment sur les retraites, une diminution de plus de 1 500 milliards de lires sur le budget de la santé (ce qui se traduira notamment par une réduction du remboursement des médicaments) ; une diminution de 500 milliards de lires concerne le budget des administrations des communes, tandis que les subventions aux régions sont réduites de 1 600 milliards.

LE BLOCAGE DES SALAIRES

Le deuxième élément du plan de Filippo Maria Pandolfi, c'est le blocage absolu des augmentations de salaires. Selon Pandolfi, pour assurer la compétitivité internationale de l'économie italienne, pour permettre à celle-ci de « surmonter son affaiblissement structurel », il faut diminuer le « coût du travail ». Présenté quelques mois seulement avant l'échéance des contrats collectifs qui doivent être renégociés cet automne avec les syndicats, dans la métallurgie, la chimie, le bâtiment, etc., et qui intéressent

plusieurs millions de travailleurs italiens, le plan triennal a un caractère de contrainte vis-à-vis d'éventuelles luttes ouvrières de l'automne, alors qu'on parle traditionnellement en Italie de « l'automne chaud ».

Le débat sur ce plan est ouvert, au sein des partis de gauche, et surtout dans les syndicats. Il faut dire d'abord que les deux partis de gauche, le parti socialiste et le parti révisionniste, ont pris tous les deux une position d'acceptation de la philosophie générale du plan du ministre du gouvernement démocrate-chrétien. Ils parlent tous deux de la nécessité d'une action contre des aspects secondaires, pour des aménagements du plan, mais la philosophie générale est acceptée.

UNE PHILOSOPHIE RETRO...

Cette philosophie est considérée en Italie comme un retour aux années 50, à savoir un retour à la solution du « miracle italien », caractérisée par de très bas salaires, et une économie qui ne travaille pas principalement pour le marché intérieur mais qui est au contraire orientée dans son ensemble vers l'exportation. Il est bien évident que cette philosophie n'est pas applicable à la situation d'aujourd'hui, marquée par une très âpre concurrence internationale, avec sur le marché mondial une très forte tendance en protectionnisme, tandis qu'il n'y a pas de possibilités actuelles de forts taux d'augmentation de la productivité industrielle. En réalité, le plan veut dire un appui évident à la restructuration industrielle, et par voie de conséquence, un plus fort chômage. Même si le plan Pandolfi prévoit des investissements qui seraient susceptibles de créer de 500 à 600 000 emplois, c'est clair pour tout le monde en Italie, dans les syndicats et ailleurs, qu'il faut s'attendre au contraire à un accroissement du chômage, s'inscrivant dans la logique même du plan.

LES TRAVAILLEURS CONTRE « L'AUTO-DISCIPLINE »

Q — Comment réagit-on actuellement à la base des syndicats ?

R — Alors que les deux partis de gauche ont adopté cette position d'acceptation générale, dans les syndicats, il y a ac-

tuellement des positions très fortement contradictoires, et le débat est très dur.

Les dirigeants des centrales syndicales italiennes CGIL (dirigée par le PCI), CISL (direction à dominante chrétienne), UIL (à dominante socialiste), ont engagé ce qu'ils présentent comme des « débats à la base ». C'est notamment la question de la renonciation à la grève dans la période actuelle qui a été mise en avant par les directions syndicales, en particulier dans le secteur public, largement concerné par les négociations pour le renouvellement des conventions du travail. Marionetti, un des principaux dirigeants de la CGIL a estimé que les travailleurs étaient maintenant « conscients de la nécessité de limiter le recours à la grève ». Comme les centrales syndicales se déclarent hostiles à « une législation limitant le droit de grève », car, disent-elles, il faut « maintenir ce droit », elles appellent les travailleurs à l'« auto-discipline », à la limitation par eux-mêmes du droit de grève.

Mais, le débat est très difficile parce qu'il y a une très forte résistance ouvrière au contenu du plan Pandolfi, dont l'acceptation signifierait : accepter sans lutte le blocage des salaires. Il est très difficile aux directions syndicales, à l'heure actuelle, de faire passer leur position dans la base des syndicats. Ce qui est au centre du débat actuel, c'est donc cette contradiction, cette impossibilité de faire admettre la philosophie du plan du ministre du Trésor.

Q — Comment s'expriment les contradictions ?

R — Il faut noter que les difficultés du débat s'expriment déjà par des contradictions entre les trois centrales syndicales elles-mêmes. Par exemple, actuellement, au sein de la FLM, la fédération unitaire de la métallurgie, CGIL, CISL et UIL se divisent sur la question de la réduction des horaires de travail. Alors que la CISL réclame une réduction des horaires de travail avec 36 heures hebdomadaires, sans perte de salaire, la CGIL ne veut pas entendre parler de réduction du temps de travail. Les syndicats sont donc désunis, face à la résistance ouvrière.

PRESSIONS SUR LA FÉDÉRATION DES MÉTALLOS

Il y a surtout les pressions des directions des centrales syndicales contre la fédération des métallos, qui a toujours occupé une position de gauche dans le mouvement syndical. Les métallos sont en pointe dans la remise en cause des accords contractuels, et toutes les autres catégories de travailleurs s'inspirent d'eux pour élaborer leur propre plate-forme d'action. Il y a des pressions qui s'exercent contre l'autonomie du syndicat des métallos avec par exemple, une ingérence très marquée du PCI dans les affaires intérieures de ce syndicat. La si-



Lama (2^e à partir de la droite) : un des tenants de « l'auto-discipline » ouvrière !

tuation est très tendue. Actuellement, le débat doit aboutir à la mise au point de la plate-forme syndicale, à la veille de négociations contractuelles avec le gouvernement et le patronat, qui ont lieu tous les trois ans et qui ont pour objet le renouvellement des conventions ; ces négociations peuvent durer jusqu'à Noël. C'est dans ce contexte que peut se situer l'« automne chaud ».

Déjà, ces dernières semaines, des luttes ont eu lieu, par exemple des luttes de chômeurs. Citons la lutte des chômeurs de Naples qui, durant deux semaines, courait septembre, ont manifesté, occupé l'Hôtel de ville et affronté la police.

L'ENTRÉE EN SCÈNE DES SYNDICATS AUTONOMES

Et puis, cette semaine, il y a les grèves lancées non par les trois centrales syndicales unitaires, mais par les syndicats autonomes, et cela est une donnée importante, à examiner de près, dans la situation italienne. C'est à l'appel de ces syndicats autonomes qu'une partie importante des trains, des ferries-boats, des trams, des autobus, et certains avions a été paralysée jeudi par la grève des travailleurs de ces secteurs. Le secteur hospitalier a été également touché.

Comme ces secteurs-là, qui relèvent de la fonction publique ont été fortement concernés par les appels à « l'auto-discipline » des trois grandes centrales syndicales, les appels à la grève des syndicats autonomes, présents mais, minoritaires dans le secteur public, ont rencontré un certain écho. Les syndicats autonomes étant généralement dirigés par la droite, y compris des éléments de la démocratie-chrétienne, les directions des autres syndicats condamnent en parlant de « grèves sauvages corporatistes ». Lama, membre du PCI et secrétaire général de la CGIL, tente de tirer argument du fait que ce sont les syndicats autonomes qui appellent à la grève, pour justifier encore plus la réglementation des grèves qui, actuellement, ne pourraient que « faire le jeu de la droite », c'est-à-dire de

ceux qui sont hostiles à la participation du PCI à la majorité gouvernementale. C'est refuser de voir que pour de nombreuses catégories du secteur public, surtout parmi les plus mal payées les mots d'ordre lancés actuellement par les syndicats autonomes répondent à leur mécontentement.

Q : Comment expliquer que les syndicats autonomes, dont la direction est marquée par l'influence des partis de droite, adoptent cette attitude alors que la démocratie chrétienne est au gouvernement ?

R. Parfois, la démocratie chrétienne cherche effectivement à utiliser les syndicats autonomes contre les trois grandes centrales syndicales. Mais, l'aspect principal c'est le mécontentement réel qui s'exprime chez les travailleurs. Par exemple, on ne peut pas dire du tout que les cheminots sont de droite, or il y a eu à plusieurs reprises, chez les cheminots, des grèves majoritaires à l'appel des syndicats autonomes, alors que ceux-ci restent minoritaires, en proportion du nombre d'adhérents aux divers syndicats. Et dans les transports publics, jeudi, le gouvernement n'a pas hésité à ordonner la réquisition des employés, ce qui montre que pour lui, c'est bien l'aspect mécontentement des travailleurs refusant sa politique d'austérité qui s'exprime avant tout dans les grèves actuelles. Le fait que le problème de la réquisition des grévistes soit amené à partir des initiatives des syndicats autonomes, est tout à fait remarquable, et significatif de la situation en Italie, où l'attitude des grandes centrales syndicales reste déterminée pour une part importante par la collaboration entre les deux principaux partis, la démocratie chrétienne et le PCI, devenu depuis le début de cette année, membre à part entière de la majorité gouvernementale.

Comment les contradictions qui sont au cœur du débat dans les syndicats, sont liées à la situation politique italienne, c'est ce que nous verrons demain.

Echanges URSS - France

LES BOUCHÉES DOUBLES

Vladimir Kirilline, vice-président du Conseil des Ministres d'Union soviétique et Monory ont présidé les 2 et 3 octobre à Paris la 13^e réunion de la grande commission franco-soviétique.

A l'ordre du jour, deux problèmes : comment relancer les échanges franco-soviétiques et tenir les engagements pris par Giscard-Brejnev de tripler les échanges commerciaux entre 1974 et 1979 ? Comment réduire le déficit (1), les dettes de l'URSS par rapport à la France, sinon trouver des mécanismes de crédits afin de lever ce handicap ?

A propos de la relance des échanges, tout le monde y trouve une bonne raison : pour l'impérialisme français, il s'agit d'obtenir de nouveaux contrats, notamment en biens d'équipement. Pour l'URSS, rien n'est à négliger pour financer son effort d'armement, la technologie française comme ses usines clés en main.

Deux chiffres révèlent l'état des échanges franco-soviétiques. Pour les six premiers mois de l'année en cours, les échanges globaux ont atteint 5,5 milliards de francs. Pour la période correspondante de

1977, leur montant dépasse 13 milliards de francs, soit plus du double.

Autres chiffres édifiants : en 1976, les industriels français avaient signé pour 7 milliards de francs de contrats avec l'URSS. Ce chiffre tombait à un peu plus de 2 milliards en 1977. Il ne dépasse pas un milliard de francs pour les neuf premiers mois de 1978. Une véritable retraite pour les industriels français ! Pourquoi cette bouderie des autorités du social-impérialisme ? Un moyen de pression pour obtenir plus, une manière de faire jouer la concurrence ? Une riposte à l'intervention française au Zaïre... ! Toujours est-il qu'à l'issue de la 13^e réunion de la grande commission, on met les bouchées doubles : 4 milliards de francs de commandes pour la France d'ici à la fin 1978, afin que le niveau de commandes soviétiques de biens d'équipements français atteigne 5 milliards en 1978 (contre 4 en 1977). En premier, viendrait un contrat Technip de 700 millions de francs, puis Creusot-Loire pour des tubes. Ensuite viendraient les plates-formes, la chimie, les insecticides... Le projet de construction par P.U.K. d'une

seconde usine d'aluminium Soyousk, en Sibérie, a été mis en route.

A la sortie de cette réunion, le co-président pouvait se féliciter : « Politiquement, nous sommes heureux que la partie française ait marqué une fois de plus ses attachements à la ligne inaugurée par le général de Gaulle en 1966. » En fait, il caractérise les « concessions », les « preuves de bonne volonté » qu'il a pu arracher à l'impérialisme français, en la personne de Monory. « L'attitude des milieux d'affaires français est positive » ajoute-t-il. « Nous souhaiterions toutefois qu'ils prennent davantage conscience de l'accroissement de la concurrence sur le marché mondial. A conditions égales, nous faisons le maximum d'efforts pour accorder la préférence à la France. Si les firmes françaises ne sont pas en mesure de faire des offres comparables à celles d'autres pays, nous ne pouvons qu'accueillir les choses avec regret. » Le discours est inquiétant. Sans compter qu'il mesure là toute la faiblesse de l'impérialisme français sur les marchés mondiaux.

En fait, il semble (car les confrontations sont parci-

monieuses sur cette question) que les reculs les plus importants de l'impérialisme français se sont réalisés sur le problème du déficit. Il y a un an, l'accord conclu lors de la dernière réunion de la grande commission, ne prévoyait pas, en échange de concessions de Giscard sur l'octroi de crédits, la conclusion par les autorités soviétiques, avant la fin de 1978, de contrats portant sur un montant total de 10 milliards de francs avec des firmes françaises. Le refus de Giscard alors de financer unilatéralement les échanges franco-soviétiques a coûté cher : la chute de ces échanges et les promesses de contrats non tenues. Le plus faible a cédé et l'URSS ne paie toujours pas.

J.-P. M.

(1) L'endettement des pays de l'Est à l'égard de l'Occident a atteint un montant critique selon un rapport américain. On y apprend que la dette nette des pays de l'Est a progressé de 13 milliards de dollars en 1974 à 46 milliards de dollars en 1977 dont les deux tiers sont des créances détenues par des banques occidentales.

PROGRAMME TELE

Samedi 14 octobre

TF 1

19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Clic Clac
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.
20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Pétula Clark.
21 h 30 - Les hommes d'argent. *Faibleton américain*.
22 h 45 - Télé-foot 1.
23 h 45 - Journal et fin.

A 2

13 h 35 - Des animaux et des hommes.
14 h 25 - Les jeux du stade : natation, rugby, automobile
17 h 10 - Salle des fêtes. *Emission culturelle : théâtre, cinéma, musique, expositions, cirque, télévision, variétés*.
18 h 00 - Course autour du monde.
18 h 55 - Des chiffres, des lettres.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - Top club.
20 h 00 - Journal.
20 h 35 - Le temps d'une république : un soir d'hiver, place de la Concorde. *Film TV. Chronique d'un coin du XIX^e à Paris en 1934*.
22 h 10 - Sur la sellette.
22 h 55 - Le folk en question. *Avec Malicorne, Perlinpin folk (groupe occitan)*.
23 h 35 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Télévision régionale.
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Le Cid. *Pièce de Pierre Corneille*.
23 h 10 - Soir 3.
23 h 25 - Championnat du monde d'échecs aux Philippines.
24 h 00 - Fin.

Dimanche 15 octobre

TF 1

15 h 35 - L'escadron volant. *Série américaine*.
16 h 45 - Sports première : Colette Besson.
17 h 55 - Au plaisir de Dieu. *Film TV*.
19 h 25 - Les animaux du monde.
20 h 00 - L'express du colonel Von Ryan. *Film américain de Mark Robson (1965) avec Frank Sinatra. Film de guerre*.
22 h 25 - Pleins feux. *Magazine théâtral*.
23 h 25 - Journal et fin.

A 2

16 h 55 - Monsieur cinéma.
17 h 35 - Chocolat du dimanche.
18 h 05 - L'ami public n° 1.
19 h 00 - Stade 2 : football, équitation, cyclisme, athlétisme, basket, automobile, rugby.
20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Kojak.
21 h 30 - Révolution sous un crâne. *Emission médicale. Dans un institut de recherche fondamentale, des chercheurs à la pointe des découvertes sur le cerveau humain expliquent leurs travaux*.
22 h 25 - Jazz.
22 h 55 - Journal et fin.

FR 3

20 h 30 - Qui a tué Robert Kennedy ? *Enquête*.
21 h 30 - Histoire du cinéma français. N° 4 : le cinéma forain.
22 h 30 - Cinéma de minuit : le club des trois. *Film de Jack Conway (1930). Avec Lon Chaney et Lila Lee. Film dramatique qui tient à la fois du film policier, du mélodrame et du film fantastique. Un ventriologue déguisé en vieille dame, un nain habillé en bébé, un géant et un gorille...*
24 h 00 - Fin.

Lundi 16 octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.
20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Questionnaire : Valéry Giscard d'Estaing.
21 h 45 - Antoine et Sébastien. *Comédie psychologique Jean-Marie Périer (1973). Avec François Périer, Jacques Dutronc. La complicité entre un père et un fils*.
23 h 35 - Journal et fin.

A 2

20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Nana Mouskouri.
21 h 35 - Question de temps. *Magazine : l'élection du Pape, le Liban (documentaire) et la justice*.
22 h 35 - L'Europe.

FR 3

22 h 35 - L'Europe. *Document. J.-F. Deniau parle de Enquête surprenante et personnages pittoresques malgré une adaptation pêchant par un excès d'ambitions non abouties*.
FR 3
19 h 40 - Télévision régionale.
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Sans mobile apparent. *Film policier (1971) avec Jean-Louis Trintignant et Dominique Sanda. Enquête surprenante et personnage pittoresque malgré une adaptation pêchant par un excès d'ambitions non abouties*.
22 h 15 - Soir 3 et fin.

imro: des travailleurs aux pieds nus

(Extraits) 29^e épisode *Aux Editions Fédérop* La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

Elles étaient à trois cents mètres l'une de l'autre et pendant la durée de tout leur conflit, il n'y aura aucune rencontre, aucune liaison. Par contre alors que la « Rouennaise » se trouvait à plusieurs kilomètres, nous ne manquerons nullement d'être présents dans les deux conflits. Eh oui ! pour la coordination des luttes, il faudrait peut-être commencer par aller dire bonjour à son voisin. Pour ainsi dire la quasi-totalité des luttes qui éclatent dans la région verront notre passage : les Chantiers de Normandie, Lincoln, les Filatures Saint-Sever, Famosia, les Transports Salvy, la S.N.C.F., Julin, Sopalun, l'Union Mutualiste de Rouen, etc... On ira même jusqu'à occuper une banque, la B.N.P., où nous nous trouverons enfermés, avec les employés, par les cadres.

Mais ce seront indéniablement avec les travailleurs des Filatures Saint-Sever que nous aurons les meilleures relations. C'était une entreprise où les conditions de travail nous semblaient incroyables. Des copines nous montraient leur feuille de paie : après 16 ans de travail 1.600 francs par mois. C'était la première lutte qui se déroulait dans cette filature, le patron crut même bon d'expliquer que c'était la conséquence directe d'un complot tramé par l'IMRO. Jusqu'où n'allait pas la paranoïa des patrons ! Les travailleurs immigrés avaient le droit de travailler dans les vastes caves à peine éclairées, pour y avaler la poussière des balles de coton. Les immigrés qui travaillaient en équipe étaient les ouvriers les mieux payés : 1.850 francs... Cette lutte qui avait démarré à l'initiative des immigrés, avait été l'occasion d'y implanter une section syndicale d'entreprise C.G.T., section qui expliquait sur un panneau qu'il fallait « oser lutter, oser vaincre » pour obtenir des succès toujours plus grands et plus larges. Dans ces explications nous nous y reconnaissons pleinement car il y avait un appel à la lutte.

Pendant les trois premiers mois, nous recevions la visite de très nombreux syndicats : l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. des ateliers du Pré-de-la-Bataille, le syndicat C.F.D.T. de la Shell. Le syndicat C.G.T. des Cheminots, quelques jours après la C.G.T. des Cheminots — pourquoi pas ensemble ? — la C.F.D.T. du centre de tri la CRAM. C.G.T.-C.F.D.T., la C.F.D.T. de l'ANPE ; le S.G.E.N.-C.F.D.T., le Syndicat du Livre C.F.D.T. de l'imprimerie Chaix de Paris... la liste serait bien longue. Le syndicat C.G.T. de l'E.D.F. nous apporterait une aide efficace en refusant de faire couper l'électricité à l'IMRO. Malheureusement peu de syndicats

feront un réel travail de soutien, d'autant plus que les délégations se trouvaient bien souvent limitées aux seuls délégués ce qui démontrait par-là même que l'on voulait réduire la popularisation de notre lutte, que cette popularisation avait peu de chance d'être réalisée à un niveau de masse. Tout ce soutien que nous connaîtrons pendant notre lutte proviendra, de fait, de camarades qui luttent sur différents terrains. Leur activité vis-à-vis de nous, a été extraordinaire, un véritable travail de fourmi, patient, inlassable. Et c'est ce soutien qui a été le plus sincère, même si malheureusement il était limité car il ne mettait pas souvent une section syndicale entière dans le bain. C'était un travail long mais combien efficace car justement les copains y croyaient, avaient la volonté de lutter. C'était peut-être cela qui constituait notre force. Cela peut paraître paradoxal car c'était un soutien diffus, éparpillé, mais cet éparpillement était présent partout. Et diablement présent, car Lecanuet, par la bouche puante de son porte-parole officiel, expliquait au cours de la seconde quinzaine de mai 76 que « si l'IMRO n'est pas évacuée depuis le jugement rendu, c'est que cela créerait trop de réactions dans la région. Autant attendre le temps opportun ». Quant aux syndicats, c'était des demandes continuellement répétées à la préfecture de la Seme-Maritime : car disaient-ils « l'idéologie a pris le pas sur les réalités ». Les hésitations à envoyer les flics contre nous, c'était la victoire de tous les copains qui se démenaient sur leur lieu de travail : ce n'était pas la victoire de nos instances syndicales. Alors que des tas de gens ne demandaient qu'à nous soutenir ; quand nous nous trouvions sur les marchés, combien d'hommes et de femmes nous demandèrent des journaux pour les glisser dans les boîtes aux lettres, pour les afficher dans les cages d'escaliers. Sans oublier tous ceux qui organisèrent spontanément des collectes, qui reprenèrent par eux-mêmes la popularisation de notre lutte : 10 francs par-là, 300 de l'autre, une pièce d'un franc immense comme l'espoir qu'elle contenait ; les patrons de café qui nous filaient un pot gratis, qui affichaient nos affiches. — Brahim et son couscous, le meilleur de Rouen — on vous donnerait bien son adresse, mais comme il craint de recevoir un pavé dans sa vitrine... — l'épicière qui nous préparait nos sandwiches au gruyère — si on faisait le calcul ça en représente des kilomètres qu'on s'en avale.

à suivre

A LIVRES OUVERTS

Bonne feuille

Trois nouvelles
de G. KanafaniEt le jour
se leva pour eux...Vient
de
paraître

UN ARBRE VOYAGEUR

De Claire Etcherelli
Gallimard
Prix : 49 F

● Millie, le personnage central du dernier roman de Claire Etcherelli a l'âge qu'aurait le personnage d'Élise ou la vraie vie en 1968. Elle a vécu les problèmes, les combats et les déceptions de ceux qui avaient vingt ans au moment de la guerre d'Algérie. A travers la vision que peut en avoir une de ses amies, Anna, puis par un récit, nous suivons les amitiés, les amours et les espérances de Millie.

En 1968, Millie veut «refaire sa vie» avec Walter, l'homme qu'elle vient de rencontrer. En même temps, elle découvre les problèmes de sa fille, Vera, déjà adolescente. 1968, c'est aussi l'année de Mai et de l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Millie, «l'arbre voyageur», est profondément enracinée dans l'histoire des luttes d'aujourd'hui. Comme d'autres personnages de Claire Etcherelli, Millie n'est ni un acteur, ni un témoin privilégié des événements qu'elle traverse ; mais sa vie personnelle est inséparable des craintes ou des espoirs des femmes de sa génération.

LA PAROLE
AUX NÈGRESSESAwa Thiam
Denoël/Gonthier
186 pages. Prix : 40 F

● L'auteur, étudiante sénégalaise, s'est livrée à des enquêtes auprès des femmes de divers pays de l'Afrique noire. Ainsi, des femmes noires interviewées exposent leurs problèmes, leurs conditions de vie : elles parlent des mariages arrangés d'avance, de la polygamie, et surtout de l'excision et de l'infibulation que l'on fait subir aux petites filles.

Rejetant le sexisme, l'auteur conclut : «La libération des masses opprimées, pour être effective, suppose une lutte qui soit menée avec et contre des femmes, avec et contre des hommes.»

Ghassan Kanafani a été un grand écrivain palestinien. Ecrivain dans le sens où ce qu'il écrivait reflétait la vie de son peuple, ses sentiments, sa lutte et ses espoirs. Il a été assassiné en juillet 1972 à Beyrouth par les sionistes, alors qu'il était le porte-parole du FPLP.

Ce recueil de nouvelles présenté par Michel Senrat comporte trois périodes de la vie du peuple palestinien, après la défaite de 1948 : «Des hommes sous le soleil» où le Palestinien est nié. Trois hommes traversent le désert pour aller travailler au Koweït, clandestinement. Ils meurent dans une citerne, sans aucune résistance.

La seconde nouvelle se situe peu avant la guerre de 1967. Les sionistes sont là : ils arrêtent, fouillent, menacent et assassinent ceux qui tentent d'organiser une résistance. Ce n'est que le début, mais le peuple palestinien est né pour la seconde fois : il reprend sa lutte.

C'est dans la troisième nouvelle «Oum-Saad la matrice»

que l'espoir semble vivant dans les cœurs des masses palestiniennes des Camps. Le regard toujours vers la Palestine, «Oum-Saad» raconte à l'écrivain comment elle voit les événements : son fils part rejoindre les Fidayins, son opération armée, son deuxième fils qui porte un fusil dans le camp, tout cela la réjouit car c'est le chemin de la liberté de la Palestine. Mais aussi, la solidarité de classe avec les opprimés au Liban, le paysan pauvre de Palestine qui a participé à la révolte de 36/39. C'est un hommage unique dans la littérature arabe à la femme, à la mère à son obstination à vouloir revenir dans sa patrie. La vision que donne Ghassan Kanafani de la femme tranche complètement avec celle des intellectuels petits-bourgeois qui font des discours grandioses sur «l'arriération de la femme arabe».

Un livre à lire et à faire lire.

Y. K.

Des hommes dans le soleil
Éditions Sindbad
Prix 38 F

Moha le fou, Moha le sage de Tahar Ben jelloun

«Ton corp. Déposé sur une table froide. Attaché. Immobilisé. Ouvert par des mains gantées. Des doigts métalliques ont fait des trous dans ta poitrine».

C'EST par la torture que subit un homme, accusé de «troubler l'ordre public» que commence le roman de Tahar Ben Jelloun.

Déchiré par la douleur de son corps livré au supplice, il concentre son esprit sur ses souvenirs, parce que c'est encore ce que les tortionnaires ne peuvent lui prendre. Son cri parvient à Moha, Moha qui n'a pas d'âge, parce qu'il symbolise la mémoire collective des hommes du Maghreb, parce qu'il «entend les voix les plus profondes», celles des pauvres, qui «sont de plus en plus libres, car ils n'ont plus rien», celles des femmes-esclaves, odieusement prison-

nières de leur seigneur et maître, celles des humbles, celles des opprimés.

Moha entend toutes ces voix, et Moha transmet leurs paroles. Moha n'est que paroles. Paroles de fou parce qu'il se dresse contre la médiocrité de ceux qui possèdent, paroles qui sont en fait paroles de sage, comme celles du prophète Mohammad, qu'il cite souvent et admire beaucoup.

Fou Moha, quand il déchire les billets devant une banque.

(L'argent tue. Il tue la vérité).

FOU Moha quand il prend à parti les nouveaux riches. (ceux qui ont pris la relève des Français après l'indépendance), les corrompus, les technocrates, les profiteurs, qui ne vivent que de l'oppression du peuple.

Fou Moha quand il met en garde tous «ces petits mécan-

ciens du savoir et des études européennes». Car un jour, comme le dit son ami, le vieil indien, la terre «parlera, ce sera terrible».

Fou Moha quand son rire éclate comme sa parole, riche d'amour, d'amour de ses frères de misère, d'amour de la vérité, d'amour de la justice.

Ses seuls compagnons sont des enfants. («Les enfants le bouleversent»).

SES amis de Moché, le fou des Juifs, et le vieil indien d'Amérique, avec lesquels il a de longues conversations.

«Avant, c'étaient les étrangers qui nous dépouillaient de nos habits traditionnels, aujourd'hui, c'est nous-mêmes qui les ôtons et qui les jetons dans la fosse de la honte. Là je me sens en train de perdre ma folie, le peu de liberté qui me restait. Ils partent tous vers

la conquête des vents. Ils manquent d'insolence. Tu vois le rire devient rare et la vie pesante».

Lorsque meurt un des nombreux enfants de Moha, (et ce n'est autre que celui qui subissait la torture au début du roman), Moha meurt également, mais d'une mort qui n'en est pas une parce qu'elle se prolonge dans la parole, une parole que rien n'arrête.

Moha le fou, Moha le sage, c'est un livre qu'on ne recommande pas à ceux qui craignent l'obscurité des symboles. C'est un roman où la poésie et l'écriture éclatante remplacent l'histoire.

Michèle ROUX

Éditions Le Seuil
186 pages
Prix : 39 FFils de toutes les mères
palestiniennes

« (...) Il pleuvait des cordes et ils avaient faim. A propos de pluie, il paraît que sous la mitraille on a toujours l'impression de respirer l'odeur du pain. C'est du moins ce que dit Saad.

Ils étaient encerclés et ont préféré rester planqués dans leur cachette, pensant n'en avoir que pour quelques heures. Mais ça a duré plusieurs jours. Ils étaient morts de faim et de fatigue. Finalement ils se sont retrouvés devant deux possibilités : soit ne pas bouger et attendre, sans savoir quand finirait le supplice, soit tenter l'aventure chacun pour soi en allant au village voisin. Choix dramatique. Ils ont résolu d'attendre le soir pour se décider...

Et puis, il devait être midi, Saad réveilla l'attention de ses camarades : «Ma mère ! Regardez, c'est elle qui arrive !». Sur le chemin qui serpentait à flanc de colline, ils virent une femme qui venait vers eux. Habillée comme une paysanne, avec un long manteau noir, elle avait un baluchon en équilibre sur la tête, et dans la main des branchages. Une femme plutôt âgée, de l'âge d'Oum-Saad peut-être, bâtie comme elle en tout cas. Au milieu d'un silence de mort, on ne percevait que le crissement des graviers sous ses pieds nus, comme un chuchotement.

— Ta mère ? Mais ta mère est au camp idiot ! C'est la faim qui te rend cinglé ou quoi ?

— Vous ne la connaissez pas ma mère. Il faut toujours qu'elle me colle aux talons ! C'est elle, ma mère...

Elle arriva à leur hauteur, si près qu'ils purent entendre le froissement de son long manteau noir, brodé de rouge. Saad l'épiait, caché derrière les buissons de ronces, et n'y tenant plus il appela.

— Maman !

Elle s'arrêta, regarda autour d'elle : rien, les champs étaient muets. Eux demeuraient immobiles, silencieux, attentifs à ses moindres gestes. L'un prit Saad par le bras en le serrant un peu, pour lui signifier prudence. Une seconde, deux... Elle semblait intriguée, mais finalement elle reprit son chemin.

A peine avait-elle avancé de trois pas, que Saad l'appela de nouveau :

— Maman ! C'est moi ! Réponds.

Et de nouveau elle s'arrêta. De plus en plus troublée, elle chercha autour d'elle d'où provenait la voix. Déterminée à en savoir davantage, elle posa son baluchon à terre, puis ses rameaux, et les mains sur les hanches elle sauta un à un les buissons de ronces.

— Je suis ici maman !

Un regard dans la direction de la voix... Rien. Elle ramassa un rameau, l'effeuilla pour s'en faire un bâton et avança décidée vers le buisson.

— Montre-toi. Pourquoi ne veux-tu pas sortir ?

Il hésitait. Ses camarades le regardaient, dévorés par l'angoisse. Et puis il mit son FM en bandoulière et s'approcha d'elle.

— C'est moi maman, Saad ! J'ai faim.

Elle lâcha son bâton, hypnotisée par ce garçon sorti miraculeusement d'un fourré, qui descendait le talus en kaki avec son FM à l'épaule. Les autres derrière, avaient le doigt sur la gâchette.

— Faim ? Viens mon fils, viens, je suis ta mère... Et qu'ils aillent au diable !

Saad s'avança à pas comptés, le FM négligemment pendu à l'épaule, au dernier pas elle lui ouvrit les bras et l'embrassa.

— Mon chéri, mon fils... Dieu te garde !

— On a faim maman.

Elle se pencha pour fouiller dans son baluchon. Elle pleurait. (...).

G. Kanafani (Des hommes dans le Soleil)

«C'est ce qu'on appelle une petite fuite, une fuite comme il s'en produit souvent» disaient jeudi les habitants de Pierre Bénite, après le «lachage» par l'usine PCUK de quelques kilos d'acroléine, ce gaz asphyxiant utilisé en 14-18, et qui sert aujourd'hui à engraisser les poulets et à nettoyer les centrales nucléaires... Onze personnes ont cependant été hospitalisées et un bien plus grand nombre a été plus ou moins gravement incommodé. Une fois de plus, on a frôlé de près une catastrophe qui aurait pu ravager tout ou partie de l'agglomération lyonnaise.

L'incident s'est produit jeudi vers dix heures du matin : lors du démarrage de l'installation de production d'acroléine, une brusque montée en pression dans les circuits a provoqué une fuite au niveau d'une soupape. Pendant cinq à dix minutes, le gaz s'est échappé. Il semble qu'elle n'ait pas eu de conséquences directes sur les ouvriers. Par contre, le petit nuage formé par les quelques kilos d'acroléine échappés a été rabattu sur

un quartier populaire d'Oullins, la Saulaie. Si le vent du Sud, celui qui fait respirer à tous les Lyonnais les émanations des usines chimiques de la banlieue sud, n'avait pas soufflé, on n'aurait jamais parlé de la fuite. Le nuage a suffi pour provoquer plusieurs pertes de connaissance, et on cite même le cas d'un homme évanoui alors qu'il réparait son toit. Les personnes qui se trouvaient dans la rue ont ressenti des picotements dans les

Nouvelle fuite d'acroléine à Pierre Bénite (Rhône)

PECHINEY EMPOISONNEUR !

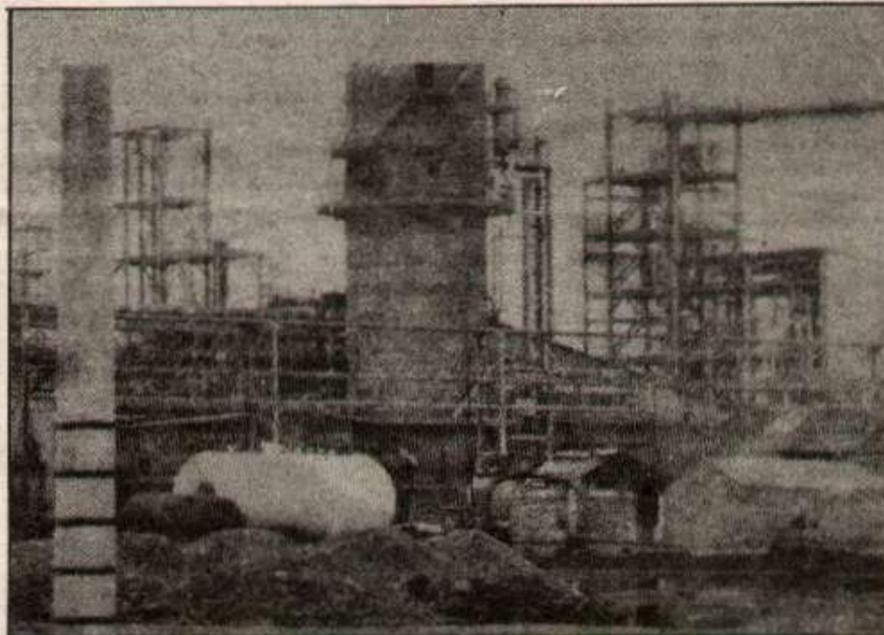
Onze personnes hospitalisées à Oullins pour une «petite fuite»

yeux, et les enfants sont revenus de l'école avec les yeux rouges. La fuite était effectivement «petite», si on la rapporte à tout ce que PCUK déverse quotidiennement dans l'eau et dans l'atmosphère, la concentration a suffi pour provoquer des intoxications, les rejets à petite dose ayant des effets à plus long terme.

UNE POLITIQUE DE RAFISTOLAGE

L'incident de jeudi est le quinzième d'une liste qui s'est ouverte avec la mise en service de l'unité d'acroléine. En juillet 76, on avait ramassé 367 tonnes de poisson, à la suite d'une fuite dans le Rhône. Le 19 décembre 76, une explosion dans un stockage intermédiaire d'acroléine bloqua l'atelier pendant plusieurs mois, malgré la volonté de reprendre la production au plus vite. Et en juillet dernier, la torchère explosait !

Selon la section CFDT que notre correspondante a rencontrée jeudi, chacun de ces «accidents» est dû à la politique suivie par la direction vis-à-vis de l'atelier : malgré les protestations, la production ne cesse d'augmenter, sur les



installations qui sont à peu près les mêmes qu'en 67. «Ils forcent les installations en attendant que ça coince quelque part» expliquent les délégués CFDT. Et lorsque «ça coince», c'est-à-dire lorsqu'une fuite se produit, une modification est faite à cet endroit précis, et la production est à nouveau augmentée. PCUK fait ainsi l'économie de nouvelles installations

dont la population n'accepterait pas la construction et d'une réfection d'ensemble de l'installation. Les modifications faites au titre de la sécurité ont d'ailleurs visé principalement à permettre de nouvelles augmentations de production.

Pour certains ouvriers de l'usine et pour de nombreux habitants de Pierre Bénite, c'est l'existence

même d'une unité de production d'un produit particulièrement dangereux au milieu d'une grande agglomération qui est en cause. La CFDT n'hésite pas à dire que tant que l'installation actuelle existait, il y aura des incidents. L'incident de jeudi relance certainement le débat chez les ouvriers et les habitants.

Eric BREHAT

100 fois de quoi tuer la population lyonnaise

Utilisée comme gaz de combat en 14-18, l'acroléine est très toxique à faible dose, puisqu'une injection de quatre grammes est mortelle. Or le stockage principal de Pierre Bénite a une capacité de 500 tonnes. Largement de quoi anéantir la population de l'agglomération lyonnaise (un million cinq cent mille personnes).

Sa production, abandonnée depuis des décennies, a été reprise il y a une dizaine d'années pour permettre la synthèse de la méthionine, aliment-miracle pour poulets, produit en quantité par les trusts agro-alimentaires. Un autre débouché s'est ouvert récemment avec la construction de centrales nucléaires refroidies avec l'eau des fleuves : les canalisations sont menacées par la prolifération d'algues, et l'EDF a trouvé l'emploi d'acroléine tout indiqué pour les éliminer. L'intention de PCUK est de faire passer la production de 20 000 tonnes annuelles à 30 000 tonnes.

Importante déclaration du gouvernement sahraoui

«LE GOUVERNEMENT MAURITANIEEN DETOURNE LA DYNAMIQUE DE PAIX»

● A Paris le 12 octobre le ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraoui démocratique, M. Hakim Ibrahim a fait devant la presse une importante déclaration. Le gouvernement sahraoui nous donne son impression sur la politique du gouvernement mauritanien depuis le renversement de Ould Daddah. Selon le gouvernement sahraoui le gouvernement mauritanien utilise le cessez-le-feu pour gagner du temps «Il veut sortir de la guerre sans faire la paix». Ces appréciations

Sur la portée de la déclaration : «La poursuite du dialogue dépendra des intentions de la Mauritanie... et de la définition de la position actuelle de la Mauritanie».

Sur la situation actuelle : «Nous sommes à la fin de la 3^e année d'agression, et on connaît les résultats. L'ennemi est dans une situation d'enlisement progressif ; sur les plans militaire, économique et social. Le premier résultat éclatant de cet enlisement est ce qui s'est passé en Mauritanie, il y a 3 mois».

A propos de la position mauritanienne : «Le gouvernement mauritanien a dit que le pays était dans une situation catastrophique du fait de la guerre, que la paix était nécessaire. C'est au gouvernement mauritanien de respecter ses engagements vis-à-vis de lui-même et de son peuple. L'alibi marocain est un

tigre en papier. Car la Mauritanie est un pays souverain, il a le droit, et même l'obligation d'évacuer les forces marocaines. La Mauritanie avait prétendu avoir demandé la présence des troupes marocaines, pour défendre les frontières de 1960. Le Front Polisario a décidé un cessez-le-feu, la présence de ces troupes n'a plus de raison de se poursuivre... Il ne peut justifier un crime en arguant des alliances internationales».

A propos des différents plans évoqués ces jours derniers : «Ce serait une injure à l'égard des Sahraouis que de leur proposer un quelconque plan qui mettrait en dehors de la souveraineté sahraoui un seul centimètre de notre patrie... ces plans entrent dans le cadre... des attitudes de manœuvre au cours des guerres de libération, mais ces manœuvres échouent car elles ne correspondent pas aux reven-

reposent sur le fait dit M. Hakim que «rien n'a été proposé au gouvernement sahraoui au cours des diverses rencontres qui ont eu lieu entre les deux gouvernements. La plus importante se déroula à Paris le 15 septembre 1978 entre une délégation gouvernementale sahraoui et les Mauritaniens, le conseiller diplomatique du chef de l'État, le conseiller du ministre des Affaires étrangères. Il y eut également d'autres contacts», affirma M. Hakim, à partir de ces contacts. «nous n'avons pas

dications des peuples qui est l'indépendance totale».

Sur les positions du gouvernement sahraoui : (cadre de règlement) : «Tous les efforts qui pourraient être faits pour le retour de la paix, doivent être faits dans le cadre idéal et obligatoire, au règlement de cette question, qui est les

Nations Unies, s'ils ne sont pas faits dans ce cadre, ils doivent être faits pour encourager les Nations Unies à exercer leurs responsabilités».

Fondement : «C'est l'intégrité territoriale du Sahara qui correspond à la charte de l'OUA c'est-à-dire le respect des frontières héritées

l'impression que le gouvernement mauritanien veuille aller à la Paix».

M. Hakim Ibrahim devait préciser, au cours de la conférence de presse, dont nous publions d'importants extraits (il était de passage à Paris, avant de se rendre en Afrique) : «Le but de ma mission dans ces pays est d'expliquer à l'Afrique ce que je viens de vous dire».

de la colonisation... Les Mauritaniens comme les Marocains sont tenus de restituer les zones qu'ils occupent au peuple Sahraoui».

Modalité : «Le territoire sahraoui est indivisible... quand je dis frontière avec le Maroc, c'est de la frontière léguée par le colonialisme que je parle... Nous ne

voulons pas d'une solution provisoire... Le peuple sahraoui lutte pour libérer les territoires occupés par le Maroc et la Mauritanie, les deux ensemble... Nous croyons à la négociation, au dialogue mais basés sur un préalable : nous ne tergiverserons pas d'un pouce sur l'avenir de notre pays».

Extrait du communiqué

...Il nous est donné de constater avec surprise des légitimes regrets à travers la position du gouvernement mauritanien, exprimée dans les différentes déclarations d'État et contacts, et réaffirmée notamment lors de la rencontre qui a eu lieu du 2 au 14 septembre dernier à Paris entre 2 délégations représentant les gouvernements sahraoui et mauritanien que le «désir de paix» manifesté par les nouveaux dirigeants mauritaniens le 10 juillet 1978 cache d'autres intentions et arrière-pensées. Alors que le gouvernement sahraoui n'a cessé d'œuvrer dans les faits pour encourager un processus de paix, le gouvernement mauritanien travaille pour entretenir et prolonger une situation qui fait que le peuple sahraoui continue à subir la répression maroco-mauritanienne et qui donne le temps au gouvernement mauritanien de

réorganiser ses forces pour poursuivre de façon plus meurtrière l'extermination de notre peuple et l'occupation de notre pays...

Le peuple sahraoui est la cible de ce jeu, dont il n'est pas dupe. Il a créé une dynamique de Paix en décidant un cessez-le-feu unilatéralement et sans condition préalable en Mauritanie et que le gouvernement de ce pays est en train de détourner... Nous leur (dirigeants mauritaniens) demandons fraternellement et en tant que responsables de répondre aux aspirations et intérêts des peuples mauritanien et sahraoui et au-delà des autres peuples de la région, en prenant une position claire et conforme à l'impératif immédiat de la Paix.

Déclaration du 12 octobre 1978 du ministère des Affaires étrangères de la RASD.